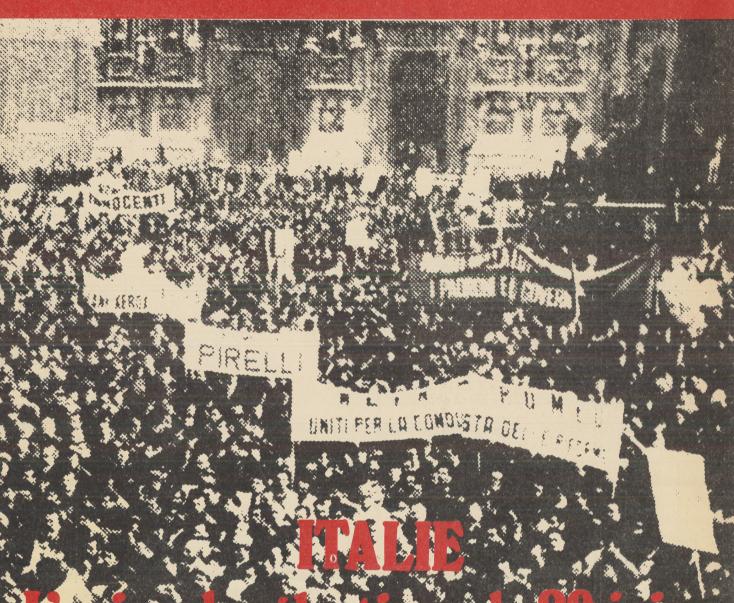
## 

30fb; 4ff; 2,5fs

bimensuel nº51

13 mai 1976

correspondence de presse internationale



## COT correspondance de presse internationale



N°51

13mai 1976 -

ITALIE	
Les élections	anticipée
Livio Maitan	

page 3

#### ARGENTINE

La répression s'accentue

page 9

#### PORTUGAL

La capacité de riposte A. Udry - Ch. Michaloux

page 10

#### ESPAGNE

Arias Navarro: une voix d'outre tombe

page 15

#### GRANDE-BRETAGNE

Après le départ de Wilson interview d'Alain Jones

page 16

#### JAPON

A bas le gouvernement Miki

page 19

#### INDE

Le budjet de l'année 1976

M. Naveed

page 23

#### VENEZUELA

Politique et Pétrole

Gonzalo Gomez

page 28

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction. ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires: FF 80; FS 45; FB 650; \$can 17 Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout réglement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n\*210-0320173-28 POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL



LIVIO MAITAN

## MALIE ELECTIONS ANTICIPEES

La nouvelle phase de la crise politique italienne a débouché sur la dissolution des Chambres et sur la convocation des élections anticipées. Tel un drame, sur la toile de fond d'une crise sociale et politique qui s'aggrave sans cesse, elle s'est déroulée en plusieurs actes, dont les acteurs furent les principaux partis.

#### Le congrès socialiste et le congrès démocrate-chrétien

Le premier acte - en début mars - fut le Congrès du Parti Socialiste. Sous la pression de la situation sociale qui avait radicalisé sa propre base électorale, le PSI a effectué, durant le Congrès, un déplacement à gauche avec une relative homogénéité interne. La résolution politique fut votée à l'unanimité, malgré le maintien de diverses tendances, dont le poids spécifique fut pris en considération pour l'élection du nouveau Comité Central.

Après avoir défendu, durant une quinzaine d'années, une stratégie de collaboration organique, également au niveau gouvernemental, avec le principal parti bourgeois, dans la perspective de réformes partielles et d'une rationalisation du système, le PSI est contraint aujourd'hui à remettre en question le système en tant que tel. Son secrétaire De Martino. même avec un ton nuancé et plein d'ambiguité, a explicitement refusé que le Parti puisse participer à une "restauration, du reste difficile sinon impossible, du système capitaliste traditionnel entré si profondément en crise dans tous ses rouages". La résolution finale affir-

me "la ligne stratégique de l'alternative au pouvoir démocrate-chrétien, d'une alternative de gauche qui ne peut se situer que dans le cadre d'un processus de transition au socialisme, d'une façon graduelle et dans le plein respect de toutes les libertés et des conquêtes démocratiques et républicaines issues de la Résistance". Ces affirmations ont été atténuées par les habituelles déclarations sur la nécessité de très larges alliances et sur l'acceptation de s'insérer dans le monde occidental, La formule mérite d'être citée pour son éclectisme maladroit : "Le PSI se situe dans les limites de cet ensemble de valeurs culturelles, démocratiques et humaines, qualifiées d'occidentales; il refuse par contre le système économique qui est celui de l'Occident, c'est-à-dire le système capitaliste". Simulatnément, De Martino a repoussé la proposition de quelques délégués, selon laquelle le PSI devrait formellement se déclarer opposé à toute coalition gouvernementale qui, d'une façon ou d'une autre, n'intègre pas le PCI. Néanmoins, en relation avec la mise en avant d'une nouvelle perspective stratégique, un élément décisif s'affirme : les socialistes, quasi officiellement, ont déclaré la mort du centre-gauche, "La vieille politique - lit-on dans la résolution finale - est finie pour toujours, le centre-gauche est enterré et l'on entre dans une nouvelle phase, qui doit

encore être construite... La période transitoire est déjà ouverte".

Que le PSI ensevelisse l'ancienne orientation sans en avoir développé concrètement une autre à disposition à court terme offrait une marge de manoeuvre à la démocratie-chrétienne et au gouvernement. Le Congrès de la DC - deuxième acte du drame - aurait pu théoriquement en profiter.

Ce Congrès a mis en lumière, de façon éclatante et devant des millions de téléspectateurs, tous les aspects de la crise du parti dominant : détachement de l'appareil politique des forces sociales que traditionnellement il représentait, division et éclatement du noyau dirigeant, méfiance diffuse de la base envers les chefs "historiques". La tendance "rénovatrice" dirigée par Zaccagnini - qui avait remplacé Fanfani au secrétariat après la défaite du 15 juin de l'an passé, a réussi à prendre le dessus, mais de très peu (moins de 52 % des voix).



Zaccagnini, Fanfani

Ce courant a mis l'accent sur la nécessité d'une rénovation du Parti, d'un retour aux sources, proposant une pensée vaguement radical-populiste, non exempte de relans démagogiques. Selon les affirmations de Zaccagnini, la DC ne peut être "le pôle modéré du champ politique italien, le parti conservateur soumis aux volontés de ses protecteurs bourgeois, ni même le conseil d'administration du capitalisme italien, ou bien une organisation occupant purement et simplement le pouvoir". Mais, à part la terminologie différente de celle de Fanfani, le Congrès a confirmé le refus de collaboration avec le PCI. En fait, cette collaboration ne serait pas, d'après Zaccagnini, "le début d'une phase de transition, mais un changement radical, en termes de classe, du système économique et social". Or, le danger le plus immédiat serait "un fléchissement fataliste de notre part,

notre participation à certaines formes de collaboration, ce qui ferait jaillir une vague de réformes, stimulant ainsi cet opportunisme carriériste que craignent même les communistes les plus avertis. Il s'en suivrait l'effritement des forces intermédiaires, de tradition laïque et démocratique, prélude inévitable à une crise politique bien plus profonde que celle enregistrée lors du vote du 15 juin'. Ainsi, l'unique proposition concrète exprimée fut celle d'une collaboration privilégiée entre la DC et le PSI, une proposition dont le seul tort est d'être en retard de quelques années!

La victoire de Zaccagnini même si, ainsi qu'on l'a vu, ce fut de justesse, et grâce à un bloc comprenant même des personnages aussi discrédités que Rumor et Colombo, fut accueillie avec satisfaction par les partisans du compromis historique. Le directeur de l'hebdomadaire du PCI, Reichlin, écrivit textuellement : "La victoire de Zaccagnini ainsi que la réaffirmation du caractère populaire et démocratique du parti, avec le refus d'assigner à la DC le rôle de pôle modéré dans l'éventail politique italien, ne représentent pas peu de chose. " L'article est paru le 2 avril. Malheureusement pour son auteur, le jour précédent, la DC lui avait infligé une cuisante désillusion : au Parlement, elle avait fait bloc avec les fascistes pour faire passer un article de loi qui nie la liberté de l'avortement, et avait ainsi rendue inévitable la rupture totale avec les socialistes. Ces derniers, par leur abstention lors du vote de confiance, avaient permis la formation du dernier cabinet Moro.

Comme si cela ne suffisait pas, quelques jours plus tard, le "novateur" Zaccagnini acceptait que Fanfani rentre à nouveau en scène, de manière sensationnelle, par son élection à la présidence du Conseil National du Parti qui, au même moment, élisait une direction dans laquelle le vainqueur du Congrès était en minorité. Il l'était d'ailleurs déjà dans les deux groupes parlementaires. Pour compléter ce tableau et démontrer que la DC était décidée à défendre jusqu'au bout tous ses hommes, le cabinet Moro, sur le point de périr, reconduisit à la présidence de l'IRI (secteur industriel public) le contesté Petrilli (ce dernier avait désigné et appuyé le tristement célèbre Crociani, autre dirigeant de l'industrie d'Etat dénoncé comme escroc et mêlé à l'affaire Lockheed). En conclusion, le Congrès démocrate-chrétien de la mi-mars avait créé une situation encore plus confuse et n'avait de fait, pas ouvert la voie à de nouveaux dévelop pements.

Bien que cela fut évident pour tous, les dirigeants du PCI faisaient un effort désespéré pour que la DC opère au moins une rectification partielle qui permette d'éviter une crise ministérielle et les élections qui en découleraient. De fait, ils préféraient ne pas rompre la législature, se donnant les moyens de consolider leur sucsès du 15 juin, d'élargir directement ou indirectement la collaboration également avec la

DC, au niveau des administrations régionales, provinciales et communales, de fournir de nouvelles preuves concrètes de leur "sens des responsabilités", et de créer, en dernière analyse, les conditions d'une insertion en douceur dans une future majorité gouvernementale. Pour ce faire, Berlinguer proposait un pacte de tous les partis "constitutionnels", à l'exclusion pourtant des seuls fascistes du MSI-droite nationale, sur la base d'un accord programmatique d'urgence. Mais la DC y opposait un nouveau refus. Le débat aux Chambres, provoqué par le gouvernement Moro, fut le dernier acte du drame. Il s'est agi d'un acte purement formel dont le but tactique était de faire porter aux autres la responsabilité de la fin de la législature. Mais la manoeuvre a échoué : la procédure parlementaire s'est déroulée dans l'indifférence générale, les parlementaires ayant leur esprit déjà tourné vers d'autres choses : la campagne électorale désormais en plein déroulement !

#### Une crise sociale qui continue

Est-il besoin de rappeler, vu que la presse internationale en a suffisamment parlé, que les autres actes du drame politique se sont déployés parallèlement à une crise économique de dimensions alarmantes. Ainsi que Moro l'a rappelé dans son dernier discours en tant que chef du gouvernement, la période récente a vu se dessiner les premiers signes de reprise économique. La production industrielle du dernier trimestre de 1975 a dépassé de 3,4 % celle de l'année précédente, et celle des deux premiers mois de cette année a dépassé de 3,6 % celle. de la même période de 1975. Mais le redémarrage de l'inflation est en train de se produire plus tôt et de manière plus consistante que ne l'avaient prévu les plus pessimistes. Le gouvernement est contraint de prendre une série, de mesures restrictives qui risquent d'étouffer la reprise naissante. La dévaluation de la lire par rapport au dollar - partiellement provoquée et partiellement accompagnée de spéculations en tous genres - a déjà provoqué et provoquera encore plus, dans les mois à venir, une nouvelle explosion des prix. Le dollar était côté entre 685 et 690 lires le 20 janvier et il a dépassé la limite des 900 lires au moment où est écrit cet article.

Par ailleurs, la crise sociale ne s'est nullement atténuée, au contraire, elle s'est appro fondie. Les luttes ouvrières se sont poursuivies sans interruption, avec des grèves partielles, générales, des grèves des catégories les plus importantes, de fortes mobilisations de rue. La bataille pour le renouvellement des contrats des principales catégories s'est prolongée plus longtemps que lors des précédentes échéances de 1969 et 1972 et l'accord central des métallurgistes ne s'est conclu que le ler



mai, après sept mois. Toutefois, ces luttes posent une interrogation: les luttes actuelles ontelles révélé une combativité comparable à celle de 69, le point le plus haut de la mobilisation ouvrière de ces dernières années ? Y a-t-il eu des épisodes de débordement des directions bureaucratiques par la base ?

La réponse ne peut se trouver dans une comparaison abstraite, mais doit tenir compte du contexte différent. En 1969, les luttes étaient plus concentrées dans le temps et, dans ce sens, elles ont eu parfois une portée plus explosive. Les débordements, dans le cours des luttes elles-mêmes, ont été plus fréquents et voyants, mais il faut tout de suite ajouter que de tels débordements se sont produits surtout dans la période précédant le tournant des directions syndicales qui, durant l'été de cette année-là décidèrent de "chevaucher le tigre", en acceptant les revendications avancées par la base et durement combattues auparavant (les augmentations égales pour tous, en particulier). Par la suite, les bureaucraties réussissaient à reprendre assez fermement en main la direction d'ensemble. D'autre part, la situation économique permettait à la bourgeoisie de faire des concessions assez considérables. La situation actuelle est différente, dans ce sens qu'aujourd'hui plus qu'en 1969, la dimension de la lutte est nationale. Plus encore : il est évident pour les secteurs ouvriers les moins politisés que la solution des problèmes-clé - emploi et défense des acquis du niveau de vie - ne se trouve pas dans la lutte purement syndicale, mais exige une alternative politique générale. Pour cette raison, les débordements deviennent objectivement plus difficiles, bien que les bureaucraties adoptent aujourd'hui une attitude plus conservatrice qu'en 1969.

Cela ne signifie pourtant pas que des tensions et des conflits constants n'existent pas entre les dirigeants bureaucratiques et les masses et au sein même de ces directions, en particu-

lier entre les secrétariats de la Confédération Unitaire disposés à accepter dans les faits le cadre d'une politique des revenus, et certaines fédérations parmi lesquelles celle des métallurgistes, qui doivent tenir davantage compte de l'humeur de la base et de leurs déclarations passées. Les frictions entre les masses et les directions syndicales se sont exprimées à un double niveau. Des couches d'ouvriers, parfois d'une certaine importance, ont soutenu la nécessité de défendre des revendications plus avancées, tant sur le plan de l'emploi que sur le plan salarial (35 heures sans réduction de salaire, augmentation de 50.000 lires égale pour tous). Plus généralement se sont exprimées des oppositions à une ultérieure réduction des revendications de base déja modestes. Ces frictions et ces oppositions se sont traduites, soit par des débordements concernant les méthodes de lutte (grèves poursuivies au-delà de la limite prévue, formes de lutte plus dures, cortèges internes plus décidés, blocage total de l'entrée des marchandises, manifestations dans les villes sur des objectifs différents de ceux indiqués par les bureaucrates, etc.), soit par la contestation, parfois spectaculaire, de dirigeants connus, dont le discours fut couvert de sifflets. De telles manifestations concernaient d'importants secteurs ouvriers à Turin, Milan et Naples, mais ne se sont pas uniquement limitées à ces centres importants.

Ce qui s'est passé après la signature du contrat dans le secteur de la chimie montre clairement l'état d'âme de larges couches ouvrières et les difficultés rencontrées par les dirigeants syndicaux à imposer leurs solutions. Le contrat s'est fait sur une base véritablement minimaliste. Le thème tant vanté du "contrôle des investissements", dont les bureaucrates avaient voulu faire le cheval de bataille de toutes ces luttes contractuelles, aboutit, dans le secteur de la chimie, à un accord qui a mis complètement à nu cette mystification. Le seul engagement pris par les associations patronales consiste "à informer chaque année les syndicats, lors des rencontres spécifiques au niveau national, des projets d'investissements globaux, relatifs aux activités industrielles, avec d'éventuelles précisions pour les secteurs spécialisés les plus importants et pour les grandes zones géographiques". En ce qui concerne les salaires, il est prévu une augmentation mensuelle de 20.000 lires dès maintenant, et de 5.000 lires dès le ler janvier de l'année prochaine. Etant donné le rythme de l'inflation, aucunement compensé par le fonctionnement actuel de l'échelle mobile, il s'agit d'un chiffre dérisoire. Pire encore, l'augmentation est comprise comme "élément distinct du salaire", cela signifie qu'elle n'est pas inclue dans le salaire de base et qu'elle est perdue en cas de non-présence au travail, même pour cause de maladie (seule exception en cas d'accident de travail). A ce qu'il paraît, les dirigeants de la fédération de la chimie se rendirent tout à fait compte des difficultés qu'ils allaient rencontrer; l'un d'eux

interpella en ces termes le secrétaire confédéral Lama, qui faisait l'éloge de l'accord : "Tu iras le défendre toi-même à Porto Marghera!" et de fait, à Porto Marghera (Venise), une des principales concentrations des industries chimiques d'Italie, la "Petrochimica" repoussait l'accord à une forte majorité. Il ne s'agissait pourtant pas d'un fait isolé. Dans la même région l'exemple était suivi par d'autres usines, parmi lesquelles la "Fertilizzanti", alors que l'accord était annulé à la "Caffaro" de Brescia, à la "Montedison" de Castellanza, à Syracuse par les équipes de la "Sincat" et l'énumération pourrait se poursuivre. Des cas de refus d'un contrat s'étaient produits également dans le passé, mais jamais sur une aussi vaste échelle et d'une manière aussi significative.

Nous ne pouvons pas revenir ici sur la mobilisation de masse qui continue à se développer en Italie à divers niveaux. Il suffit de souligner que c'est justement au cours de ces derniers mois qu'a surgi le mouvement de libération des femmes. Ce mouvement s'était déjà dessi-



né au cours des années précédentes, mais jamais il n'avait pris les proportions d'un mouvement de masse, même pas à l'occasion de la bataille sur le divorce, en 1973-74. Actuellement, la situation connaît une évolution importante et positive. La manifestation la plus large se déroula le 3 avril à Rome. C'était une riposte au bloc DC-fascistes opposés à la liberté d'avorter, au cours de laquelle d'innombrables collectifs féminins et un cortège extrêmement combatif de plus de 30.000 femmes ont défilé durant plusieurs heures dans les rues de la capitale. Fait particulièrement important : l'UDI (Union des Femmes Italiennes), organisation où l'influence du PCI est prépondérante, fut forcée d'adhérer à la manifestation au dernier moment, renonçant à s'opposer au mouvement féministe et aux "extrémistes". Pour elles, le résultat immédiat ne fut pas brillant : son cortège comprenait à peine plus d'un millier de femmes.

L'extrême tension sociale et politique de ces mois a eu comme sous-produit la relance, sur une grande échelle, des actions de terrorisme et des actes de violence. Les épisodes sont multiples et divers, mais ils sont réductibles aux schémas suivants : actes de violence contre les dirigeants industriels ou leurs locaux (attaque contre Theodoli, secrétaire de l'Union pétrolière, contre Borello, chef de département à la Fiat-Mirafiori; attentat au siège des petits industriels à Milan); actions de sabotage industriel (incendies à la Fiat, tant à Mirafiori qu'à Rivalta; à la Motta et à la Standa); attaque contre les forces de répression (casernes de carabiniers, commissariats de police à Rome, Milan, etc.); attaque de sièges syndicaux et politiques (incendie de la Chambre du travail de Sassari, mise à sac de sièges du PCI et d'autres organisations ouvrières); violences contre des militants de gauche ou d'extrêmegauche (dernier exemple : à Milan, agression de quelques jeunes par une bande de fascistes et assassinat du jeune Ameroso); violences contre les représentants de la droite (assassinat, à Milan, du conseiller communal du MSI, Pedenovi).

Il est clair qu'il ne faut pas <u>tout</u> mettre dans le même sac. Dans de nombreux cas, il s'agit d'actions terroristes de droite clairement identifiées et, pour ainsi dire, classiques. Dans d'autres cas, il s'agit de manifestations d'un aventurisme extrémiste de gauche qui, toutefois, ne sont pas, sans autre, attribuables à des groupes connus comme les Brigades Rouges ou les NAP (Nuclei Armati Proletari - Noyaux Armés Prolétariens). L'action contre le chef de département Borello a été revendiquée par les dites



"Formazioni Comuniste Armate" (Formations Communistes Armées). Mais les épisodes les plus sensationnels et les plus provocateurs - comme les incendies à la Fiat et l'assassinat de Pedenovi représentent une nouvelle vague de la "stratégie de la tension" déjà en vigueur à la fin de 69 (tragédie de la Piazza Fontana à Milan) et pratiquée par des groupes extrémistes de droite soutenus par des secteurs de l'appareil d'Etat et, en particulier, par certains services secrets. Le but consiste à créer une situation incontrôlable, dans l'espoir de provoquer dans certaines couches de la petite et moyenne bourgeoisie des réactions d'hostilité aux luttes des masses et aux partis ouvriers, et de favoriser des tentatives autoritaires fascistes ou fascisantes. Qu'un tel résultat puisse être atteint, dans la phase actuelle, c'est évidemment une autre question.

#### L'enjeu

Les élections du 20 juin sont certainement les plus importantes des 30 dernières années. Nous y reviendrons dans un prochain article qui traitera des positions des différentes forces en présence. Mais, dès le départ, l'enjeu est très clair.

Selon le Corrière della Sera du 11 avril (principal quotidien du pays), "les élections étant une possibilité de mesurer les forces des partis, elles serviront à déterminer quel groupe dirigeant aura la tâche de tenter de résoudre les problèmes présents... Un groupe dirigeant est prêt : c'est le Parti Communiste". Le groupe dirigeant traditionnel, "laique et catholique" est par contre en pleine crise, et dans ce sens, il se trouve en position désavantageuse. Toutefois, continue le Corrière della Sera, "il est appuyé par un vaste électorat non communiste, qui inclut des couches évoluées et modernes; il peut compter sur l'appui du monde occidental; il lui reste à trouver également la concorde, l'imagination, la capacité de décider... L'enjeu devrait lui permettre de trouver, tout au moins, le courage des heures difficiles. Cela pourrait également être la dernière occasion pour le groupe dirigeant actuel". Pour sa part, le patron de la Fiat, Agnelli, a déclaré : "Ce qui compte maintenant, c'est que tous les Italiens fassent un choix précis du contexte politique dans lequel ils veulent vivre" (21 avril 76). Un intellectuel du PCI a écrit à son tour, dans Rinascita: "L'année 1976 peut uniquement être comparée aux années les plus pénibles de l'histoire italienne depuis la fin de la guerre mondiale à nos jours: 1921 et 1943. Nous ne voulons pas qu'elle soit comme 1921, année de l'avance fasciste, et nous ne voulons pas non plus que, comme en 1943, l'Italie soit obligée de passer par autant de luttes et de ruines avant de se rétablir".

Au-dela des sombres intonations, le dilemme se pose en termes bien nets : qui doit gouverner ? L'ancien bloc hégémonique doit-il continuer à dominer, ou bien faut-il une solution alternative radicale ?

Le groupe dirigeant du PCI se contorsionne pour éluder le dilemme, pour éviter une polarisation politique qui est la conséquence de la polarisation sociale déjà existante dans le pays. Le communiste Lama, principal dirigeant syndical, a fait récemment la déclaration suivante :



"Nous ne voulons pas qu'à la veille de cette campagne électorale se réalise une conjonction, qui serait extrêmement préoccupante, entre l'aggravation des tensions sociales et la tension politique. Il pourrait se produire un mélange explosif véritablement capable de dramatiser ultérieurement la situation. Au contraire, nous voulons que les élections politiques se déroulent dans un climat serein, dans lequel les gens puissent raisonner avec leur tête et non sur la base de leurs émotions. Nous avons intérêt à ce qu'il n'y ait pas de heurts frontaux et que les partis raisonnent calmement sur les programmes, sur les choses, sur la politique-même que nous, en tant que mouvement syndical avons indiquée pour sortir de la crise". Nous ne savons pas si Lama est convaincu de ce qu'il dit ou s'il parle en ces termes pour des raisons tactiques. Nous penchons pour le premier terme de l'alternative. Cependant, la convergence entre tension sociale et tension politique est désormais une réalité qu'aucune tentative velléitaire ne peut annuler. Et les élections seront comprises par la grande majorité des participants précisément comme une confrontation frontale : entre ceux qui veulent que des élections du 20 juin sorte un nouveau gouvernement bourgeois, tuteur du statu quo, et ceux qui veulent que la direction du pays revienne aux partis ouvriers.

#### L'extrême-gauche

Alors que nous rédigeons cet article, il n'est pas encore décidé de la manière dont l'extrê-me-gauche se présentera aux élections. Mais, par rapport aux élections précédentes (1972), il s'est produit un changement assez profond. A ce moment-là, Lotta Continua et Avanguardia Operaia montraient du mépris pour les échéances électorales et oscillaient entre l'abstentionnisme - même si cela n'était pas officiellement déclaré - et le suivisme à l'égard du PCI. Le Manifesto seul décidait de se présenter, mais sans donner à sa participation le contenu d'une bataille unitaire de l'ensemble de l'extrême-gauche.

Aujourd'hui, la compréhension de l'importance de la présence de l'extrême-gauche sur le terrain électoral est quasi unanimement partagée. En plus, le développement de polémiques au cours des dernières semaines a montré que de très larges secteurs ont également compris la signification qu'aurait la présence de listes unitaires de toute l'extrême-gauche. C'est la position que les marxistes-révolutionnaires avaient déjà défendue en 1972 - et reprise depuis à l'occasion des élections régionales et administratives en 1975 - dans le scepticisme et l'indifférence, sinon l'hostilité de la majorité.

Lotta Continua s'est rendue compte la première de la situation et en février déjà, elle faisait la proposition d'une liste unitaire de l'extrêmegauche. Toutefois, parmi les diverses organisations nationales, elle n'obtenait de réponse favorable que de la part des Gruppi Communisti Rivoluzionari (section italienne de la IVème Internationale). Le PdUP répondait par un net refus, soutenant qu'étant donné la radicale divergence stratégique, un bloc électoral avec Lotta Continua ne pouvait même pas être envisagé. Avanguardia Operaia aurait préféré adopter une position moins radicale, plus souple, plus susceptible de mettre en difficulté Lotta Continua. Mais mise en face d'un choix, elle optait pour former un bloc avec le PdUP, sous le sigle de Démocratie Prolétarienne déjà utilisé lors des élections régionales et administratives du 15 juin de l'an passé. Mais alors que les jeux semblaient déjà faits et que l'on s'acheminait inévitablement vers deux listes de l'extrême-gauche, le débat sur le choix électoral pénétrait toute l'extrême-gauche, provoquant de profondes différenciations au sein de toutes les organisations. La poussée unitaire se révélait beaucoup plus forte que ne l'aurait voulu le PdUP et que ne l'avait prévu Avanguardia Operaia. Cette dernière était douloureusement déchirée et esquissait donc toute une série d'opérations tactiques dans le but, si ce n'était d'éviter le choix, de le rendre moins traumatisant. Le fond de sa position était le suivant : l'unité globale sur la base d'un accord national n'est pas possible (vu le refus du PdUP), mais des accords locaux sont possibles, avec l'inclusion de candidats de Lotta Continua sur les listes de Démocratie Prolétarienne. Les accords locaux pouvaient être élargis à un certain nombre de circonscriptions. Lotta Continua soutenait avec raison que la seule méthode possible consistait en un accord national et proposait une rencontre comprenant outre Avanguardia Operaia et Lotta Continua, les GCR, le MLS (Movimento dei lavoratori per il socialisme - ex-Movimento della statale di Milano) et un cartel des organisations maoistes. Elle se déclarait prête à entrer sur les listes de Démocratie Prolétarienne et à renoncer à la candidature des membres de son secrétariat, mais à condition que ce soit le cas pour toutes les circonscriptions et que le temps d'antenne à la radio et à la télévision soit réparti paritairement. La prise de position de Lotta Continua provoquait une nouvelle vague de discussions et de nombreuses interprétations. Mais le PdUP, après des débats tendus, maintenait son refus d'accord avec Lotta Continua. Par conséquent, il y aura deux listes de l'extrême-gauche, une de Démocratie Prolétarienne avec la participation du PdUP, d'Avanguardia Operaia, du MSL et des groupes mineurs de tendance maoiste, et une de Lotta Continua avec, en plus, la participation de la section italienne de la IVème Internationale.

Le choix des marxistes-révolutionnaires italiens n'implique pas une rectification du jugement qu'il porte sur les conceptions et les orientations de fond de Lotta Continua. Elle est déterminée par la constatation que la responsabilité de l'échec du projet unitaire retombe sur le PdUP, et par le fait que, face à l'existence de deux listes distinctes, le choix doit être fait en fonction de la plus grande convergence sur les questions politiques centrales dans la phase actuelle. Cette convergence a existé, même si ce n'est de manière totale, entre Lotta Continua et les GCR durant les luttes sur les contrats et, aujourd'hui, sur la question de la liste unitaire de l'extrême-gauche

Dans les limites de la campagne commune, les marxistes-révolutionnaires mèneront une campagne électorale sur les thèmes qu'ils considérent comme essentiels dans cette période, et sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article. Le mot d'ordre sur la question cruciale du gouvernement sera : "Pour un gouvernement ouvrier, avec l'exclusion de tous les partis et représentants de la bourgeoisie; pour un gouvernement PCI-PSI appuyé sur les syndicats et sur les autres organisations de masse".

# Argentine LA REPRESSION S'ACCENTUE

Les dernières informations qui nous parviennent d'Argentine témoignent d'une aggravation
systématique et presque quotidienne de la répression anti-ouvrière déclenchée par la junte militaire, Il est urgent d'arracher à celleci le masque de "modération" dont elle s'affuble volontiers encore à l'intention de l'étranger, et qui est accepté comme correspondant
à la réalité non seulement par une partie de
la presse occidentale mais même par la Pravda.

Le nombre des militants ouvriers et politiques en prison dépasse maintenant les 14,000, dont 150 militants du PST, organisation sympathisante de la IVème Internationale en Argentine. Les exécutions sommaires effectuées par la police parallèle du type AAA se poursuivent de plus belle. Elles sont de plus en plus officiellement prises en charge par l'armée ellemême. Ainsi, trois prisonniers politiques ont été exécutés à Cordoba et quatre à Bahia Blanca au début du mois de mai. La dictature s'appuie sur la censure pour présenter ces exécutions sommaires comme résultant de tentatives d'évasion ou de heurts entre groupes armés, quand, la plupart des fois, il s'agit de meurtres à froid de prisonniers désarmés.

Le 29 avril, le général Benjamin Menendez, commandant militaire de Cordoba, a fait brû-ler des milliers de livres marxistes confisqués dans les librairies de cette ville. L'auto-dafe a eu lieu dans la base du l'ème régiment des parachutistes. Un communiqué du 3ème corps d'armée le justifie ouvertement, affirmant qu'il faut "empêcher que cette littérature puisse continuer à induire en erreur notre jeunesse".

En même temps, une première grève importante a eu lieu aux usines General Motors, en solidarité contre l'arrestation de délégués syndicaux. Malgré une intervention de l'armée à l'usine, les travailleurs ont tenu bon et ont fini par arracher la libération de leurs camarades. Quelques petites grèves sont également à signaler. La situation économique des travailleurs s'est considérablement aggravée. On estime que le salaire réel moyen a diminué de 35% depuis l'arrivée au pouvoir de la junte militaire.



# PORTUGAL LA CAPACITE DE RIPOSTE

A. UDRY - C. MICHALOUX

Après les élections du 25 avril au Portugal, la presse internationale n'a pas manqué, pour surmonter sa déception et voiler sa surprise, de déclarer que la similitude entre les résultats des élections législatives et ceux de l'Assemblée Constituante ne faisaient, après tout, qu'exprimer ''l'accoutumance du Portugal à sa jeune démocratie". Pourtant, cette même presse laissait entrevoir sa véritable préoccupation : "La consultation populaire n'a donc pas permis de définir la direction que devait prendre désormais le Portugal" (Journal de Genève du 27.4. 1976 - journal de la banque helvétique). Après avoir appelé et souhaité une victoire électorale de la droite, qui aurait couronné le 25 novembre, la bourgeoisie européenne ne peut s'empêcher de reconnaître son dépit. Les apôtres de la "démocratie libérale", qui avaient sa faveur, n'ont pas emporté la victoire annoncée à grands fracas en janvier-février 1976.

#### Une exception historique

Les partis et organisations ouvrières (PS, PCP, UDP, MES, LCI, PRT) ont obtenu 53 pour cent des voix. Il y a un an, partis et organisations du mouvement ouvrier avaient totalisé 58 pour cent des suffrages. Leur score accuse donc un léger recul global, mais fondamentalement il exprime la nature des rapports de force sociaux - certes avec leurs fluctuations réjonales - que le 25 novembre n'a pas pu modifier qualitativement. Mieux, il faut souligner la singularité historique de tels résultats et de leur persistance. C'est en effet la première fois en Europe capitaliste que, dans une situation analogue, les partis de la classe ouvrière

obtiennent deux fois successivement la majorité absolue. On peut à cet égard rappeler que le SPD et l'USPD (Parti socialiste indépendant) n'obtinrent aux élections de janvier 1919 à la Constituante, en Allemagne, que (!) : 45,7 pour cent des voix.

Le scrutin du 25 avril, d'un point de vue très général exprime la combinaison de trois phénomènes qui risquent bien de se manifester à nouveau hors des frontières du Portugal, lors des prochaines consultations électorales en "Europe du Sud". Tout d'abord, il traduit la profondeur de la crise générale des rapports sociaux de la société capitaliste, ceci après une période de croissance qui suscita le renforcement social du prolétariat. Ensuite, il affirme l'aspiration à un "changement de société" de la part des masses laborieuses, l'actualité du socialisme. Un commentateur portugais, dans l'explication des résultats, soulignait un des facteurs déterminants : "Le contenu subjectif du mot "socialisme" aux connotations fortement positives, même pour les masses les moins politisées". (Opção, 29.4. 76). Enfin, la pression croissante de la montée ouvrière en Espagne, France et Italie se fait sentir sur le développement de la vie politique portugaise.

#### Les luttes défensives et le 25 avril

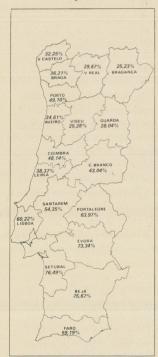
Le 25 avril ne peut être situé dans la continuité directe du 25 novembre 1975. En effet, si un recul fut infligé par l'opération des commandos de l'Amadora, en fin janvier-début février les travailleurs industriels et agricoles s'engagèrent dans une série de luttes défensives auxquelles faisait écho la deuxième grande vague de syndicalisation des travailleurs portugais (voir Inprecor No. 49). Sur le plan électoral, le réflexe défensif qui s'était déclenché dans les usines, les bureaux et les exploitations agricoles, ainsi que les progrès de l'organisation syndicale du mouvement ouvrier, ont fonctionné face aux proclamations triomphalistes de la droite et aux tentatives répétées d'intimidation.

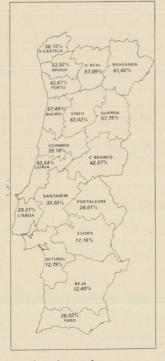
Certes, le scrutin exprime l'inégalité de développement de ce processus, inégalité sous-tendue par les différences de structure sociales entre les diverses régions du pays. Ainsi, dans les districts du Nord, les pourcentages atteints par la droite, comme les reclassements en son sein en faveur du CDS, traduisent le renforcement d'un pôle réactionnaire plongeant ses racines dans la petite-bourgeoisie traditionnelle. Le PPD et le CDS totalisent plus de 50 pour cent des suffrages dans les districts de Viana do Castelo, Braga, Villa Real, Bragança, Aveiro, Viseu, Guarda, Leiria (voir carte ci-dessous). Ces districts regroupent environ 33 pour cent de la population du Portugal.

#### VOTES CUMULES

PS/PCP

PPD/CDS





Par contre, les partis et organisations du mouvement ouvrier obtiennent des <u>majorités absolues</u>, parfois impressionnantes, dans les districts essentiellement situés au Sud du Tage et autour des grandes villes: Beja (82%), Coimbra, Evora (76%), Faro, Lisbonne, Portalegre, Porto, Santarem, Setubal (voir carte ci-dessus). Ces circonscriptions regroupent environ 59% de la population. Si la division Nord-Sud est réelle, il serait cependant erroné de penser qu'une coupure totale sépare les deux régions du pays. En effet le PS

et le PCP, ainsi que les organisations de l'extrême-gauche, dans quelques districts, parviennent à rassembler une partie non négligeable de l'électorat : 41% à Leira, 46% à Castello Branco, 38% à Braga. Evidemment, dans ces régions, le PS est largement dominant dans la gauche, ce qui reflète tout simplement le développement inégal de la conscience de classe.

#### La réorganisation partielle de la droite

Dans un contexte général de polarisation sociale, déterminé par la résistance des masses laborieuses à l'attaque patronale et gouvernementale, un léger progrès combiné avec un réalignement s'est opéré au sein du camp bourgeois. Mettant à profit les mobilisations de la CAP (Confédération des Agriculteurs Portugais) et les prises de position de la CIP (Confédération des Industriels Portugais), jouant la carte de parti d'opposition non mêlé aux compromissions gouvernementales, le CDS visait à un renversement des rapports de forces dans l'aire occupée par les partis bourgeois. Freitas do Amaral multipliait, durant le mois d'avril, les prévisions fixant la barre à plus de 20 pour cent, Or le CDS totalise 16 pour cent. L'objectifn'est pas atteint. Certes, il se profile dans le Nord, spécialement dans le Nord intérieur, comme le pôle politique et l'organisateur de la contre-offensive réactionnaire. Le déplacement des voix du PPD au CDS, par rapport à 1975, est net dans les principaux districts septentrionaux (Aveiro, Braga, Bragança, Castelo Branco, Guarda, Villa Real, Viseu et même Porto). Néanmoins, à l'échelle nationale, il n'a pas pu réduire suffisament la place occupée par le PPD, pour surgir comme "l'Alternative 76", qui était placée sous le signe de l'anti-socialisme. Le résultat, de ce point de vue, constitue un échec et participe pleinement de la crise de direction bourgeoise. Dès lors, le CDS se rabat sur une proposition de "gouvernement de salut national" conçu comme une coalition CDS-PPD-PS. En outre, il met ses espoirs dans l'élection d'un candidat de l'armée à la présidence de la république qui puisse contre-carrer la dynamique, défavorable pour lui, des résultats électoraux; le président disposera en effet de pouvoirs très importants : choix du premier ministre, commandement suprême de l'armée, présidence du Conseil de la Révolution. Le candidat du CDS, le général Galvão de Melo, en réserve dans les rangs de l'armée, le devient aussi dans ceux des candidats présidentiels. Le CDS se trouve contraint de miser, cette fois, sur une "Alternative 77", qui serait garantie par un militaire à poigne.

Ces élections sanctionnent, même s'il maintient à peu près sa surface électorale, l'échec du projet du PPD qui, dès septembre 74, tenta de s'affirmer comme le "grand parti du centre" hégémonique dans le camp bourgeois. Bien que récupérant des voix qui s'étaient portées en avril 75 sur les listes du PS, il n'a pu arracher à ce dernier un nombre suffisant de suffrages pour

prétendre à la représentation d'un large spectre social, allant du capital industriel auxdites "nouvelles classes moyennes", en passant par la petite-bourgeoisie traditionnelle. Par contre. il a perdu, en faveur du CDS, son audience parmi les couches dont la mobilisation anti-ouvrière est effective (à Veiro, Braga, Guarda, Viseu, Villa Real). Sa place dans les divers gouvernements de coalition, comme les effets de sa démagogie "social-démocratisante" l'empêchèrent de mordre effectivement sur l'électorat mobilisé lors des rassemblements de Rio Major! Ainsi, en fin de campagne, il fut contraint de nuancer sa propagande anti-PS et anti-ouvrière, pour mettre à nouveau en relief le thème de la social-démocratie, espérant de cette façon capturer une frange plus large dans l'ancien électorat du PS. Le PPD doit aujourd'hui reconduire sa politique de coalition, quelles que soient les difficultés. La succession de retournements de Sa Carneiro sur la participation de son parti au gouvernement reflète sa situation de crise latente, et confirme à son tour la crise de direction bourgeoise. Le PPD doit à nouveau viser une alliance avec le PS, opération difficile vu les tensions au sein de la formation de Mario Soares, tout en s'en remettant à l'élection d'un général se situant dans le prolongement de la réorganisation des forces dans les hautes sphères de l'armée, depuis novembre 1975.

#### "La majorité de gauche"

Le PS a déployé une campagne électorale intense. Ses meetings témoignaient d'une audience populaire massive. Même si les thèmes de la campagne ("Reconstruire le pays") ne se situaient pas à gauche de ceux propagés en avril 1975, il est évident que le vote PS prit très souvent la signification d'un vote "contre la réaction" et, y compris, pour la défense des acquis du "processus révolutionnaire", particulièrement des libertés démocratiques. Ceci se manifesta avant tout dans les zones où la réaction est la plus active. Par contre, le PS perdit le maximum de voix - en faveur du PCP - dans les districts à forte concentration prolétarienne, où les expériences de luttes, de contrôle ouvrier, d'occupation de terres étaient les plus généralisées et avancées et où la résistance à la contre-attaque du Capital fut la plus ferme : Evora, Portalegre, Setubal, Lisbonne et Beja. La perte de 3% des voix par le PS traduit la combinaison de trois phénomènes : un déplacement en faveur du PPD qui, essentiellement, lui a fait perdre les voix qui s'étaient portées sur lui en 1975, pour élever un "barrage communiste"; un transfert vers le PCP dans les zones ouvrières ou de grandes exploitations agricoles, qui votèrent ainsi contre la politique économique et sociale. du 6ème gouvernement; un renforcement dans les districts les plus arriérés politiquement (Braga, Viana do Castelo - où il profite du report des voix MDP -, Viseu) où le PS recueille les fruits de lents progrès de la conscience de classe et de la résistance à la contre-révoluLa surface même occupée par le PS lui fait subir, sur le plan électoral, les effets de la polarisation sociale. Cette dernière impulse aussi des tensions dans les rangs sociaux-démocrates.

D'une part, alors que des couches importantes de salariés, de militants syndicalistes, ont voté PS dans la perspective d'une défense de leurs acquis sociaux, la direction PS déclare : "Il est nécessaire d'expliquer à la classe ouvrière et aux dirigeants syndicaux qu'ils doivent limiter avec réalisme leurs revendications. Si l'agitation sociale continue et si la productivité diminue, ça ne peut que profiter à la droite" (Mario Soares, "A Luta", 27. 4. 76). Une telle déclaration renvoie aux imprécations du réactionnaire de "The Economist" qui écrit en éditorial : "Le problème (économique) peut être allégé par l'aide financière étrangère. Cependant, quel que soit l'argent que les Etats-Unis et la Communauté Européenne allouent sous forme de crédits et de prêts avantageux, quelqu'un au Portugal devra payer les pots cassés pour le fardeau économique qui reste sur ses épaules au moment où le pays tente de rattraper ces deux dernières années. " (1.5.76). Soares l'a désigné : le prolétariat portugais. Une telle orientation ne peut que susciter un mécontentement parmi les militants syndicalistes du PS!

D'autre part, face au renforcement de l'offensive du Capital et de la réaction, une tendance à l'unité se dégage parmi les travailleurs et entre en collision avec la politique de la direction du PS face au PCP. La manifestation unitaire des syndicats sous influence PS et PCP, le ler mai, concrétisait cette pression à l'unification des rangs du prolétariat, avec ses implications, y compris par rapport à la formation du futur gouvernement. Mais, il est aussi vrai qu'une partie de l'électorat PS, auquel la direction est sensible, en votant PS, se prononça pour une coalition PS-PPD. Cette antinomie ne constitue certainement pas une des plus petites raisons qui pousse Soares à préparer avec autant d'insistance le projet d'un gouvernement composé du seul PS.

Pour l'instant, le PS se trouve placé face à une autre difficulté: l'élection présidentielle. La direction Soares avait manifesté son accord avec le choix d'un "candidat militaire d'unité nationale". Mais, après ces élections, l'obstination de la droite, minoritaire au Parlement, de placer "un homme fort de l'armée" déséquilibre le PS, dont le choix sera analysé par une partie de sa propre base en fonction du soutien possible que le PPD et peut-être le CDS apporteraient à un tel candidat.

La droite espérait laminer électoralement le PCP. Elle visait à l'isoler, à ne plus en faire le parti de la classe ouvrière et des travailleurs agricoles. Son projet a échoué. Certes le PCP a récupéré une partie des voix du MDP qui ne se présentait pas et s'était désisté en sa faveur. Mais ces voix se sont dispersées dans trois directions: PS, PCP et extrême-gauche. En outre le PCP a aspiré une partie des suffrages qui s'étaient portés sur les organisations centristes telles que les FSP et le MES, en 1975. Néanmoins, les résultats les plus significatifs sont ceux obtenus dans les bastions prolétariens où le PCP prend la tête: 43,99% à Beja, 43,04% à Evora et 44,34% à Setubal. De même, il a progressé dans les autres districts du Sud, où ses scores ne sont pas négligeables: Lisbonne 21,94%; Portalegre 22,01%; Santarem 16,07%.

Le PCP, dont l'enracinement syndical est profond, confirme être <u>le parti rattaché à la</u>
colonne vertébrale de la classe ouvrière portugaise (ceinture industrielle de Lisbonne et
Alentejo), ce qui pose avec encore plus d'acuité
la question de l'unité des rangs prolétariens.
Par contre ses positions au Nord sont fort fragiles.

Il a su habilement faire oublier, durant la préparation des élections, son refus de stimuler une riposte d'ensemble à l'attaque patronale en mettant en relief le thème du "gouvernement de gauche qui, conjointement avec le Conseil de la Révolution, défendra et consolidera les libertés et les autres conquêtes... " (Avante, 29. 4. 76). Il répondait ainsi au sentiment unitaire de larges secteurs des masses, ce qui se combina avec sa politique de semi-opposition au 6ème gouvernement. Le PCP continue d'ailleurs à insister sur ce thème moins délicat que celui de la désignation d'un général pour la présidence de la République! En effet, tout en ne pouvant que difficilement accepter un candidat "d'unité nationale" tel que Eanes, il ne désire cependant pas s'opposer frontalement à un choix qui obtiendrait un assez large consensus dans les sphères de l'armée. D'autant plus qu'aujourd'hui, jouer sur les diverses tendances de l'armée n'est plus aussi aisé que durant l'automne 1975.

#### L'extrême-gauche marque le pas

Le tassement électoral de l'extrême-gauche traduit le recul du 25 novembre, qui s'exprime aussi dans la tendance renforcée à "voter utile", ce qui profita au PCP et, marginalement, à l'UDP, la seule organisation à gauche du PC disposant d'un député à l'Assemblée.

Une partie de ladite "gauche révolutionnaire" a payé le prix de sa politique antérieure au 25 novembre et de son tournant vers une orientation de "lutte contre le fascisme", sans indication précise ni alternative réelle face au PCP.

Le MES avait recueilli 57. 682 voix en 1975; il en obtient cette fois 30. 984. En 1975, le MES caractérisait ainsi le résultat d'élections qui attribuaient 58% des suffrages aux partis se réclamant de la classe ouvrière: "(les élections) ne pouvaient qu'être favorables à la bourgeoisie représentée politiquement par le parti du patronat qu'est le PPD et par la direction social-dé-

mocrate du PS... Le PS peut recueillir de nombreuses voix dans les urnes bourgeoises, mais il n'a rien à voir avec la lutte syndicale des travailleurs, avant et après le 25 avril 1974, il n'a rien à voir avec les expériences de lutte les plus importantes des ouvriers" (Esquerda Socialista, 7.5.75)! Cette fois, le MES titre : "Le peuple a voté contre le fascisme". Il continue : "La majorité du peuple portugais a rejeté les thèses fascistes et fascisantes des partis de droite. Cependant, la croissance du CDS montre que le fascisme est une menace réelle. Les pertes du PS reflètent l'affaiblissement de la social-démocratie. Cependant, le PS possède une surface électorale très importante qui traduit son influence sur la petite-bourgeoisie hésitante qui ne fut pas hégémonisée par la classe ouvrière, mais qui n'adhère cependant pas au fascisme. " (Poder Popular, 4.5.76). Dans la ligne de son analyse sur la "menace fasciste", de sa caractérisation du PS, de son incompréhension du processus de développement de la conscience de classe, le MES est incapable d'apprécier la signification effective de ces élections et le reflet qu'elles donnent des rapports de forces sociaux au Portugal. Mieux, prisonnier d'un sectarisme triomphaliste, il déclare : "La situation politique actuelle, les illusions défendues par les réformistes dans les masses, si elles nous ont frappé électoralement, en réduisant nos suffrages à des suffrages clairement militants... cela ne nous a pas affecté, au contraire, cela nous a renforcé sur le terrain décisif de la lutte ouvrière et syndicale" (Poder Popular, 4. 5. 76).

Au sein de l'extrême-gauche, l'UDP, organisation maoiste (voir Inprecor n°49), confirme son rôle dominant et son implantation croissante dans la ceinture industrielle de Lisbonne et dans l'Alentejo. Elle a recueilli91.084 suffrages. Elle a mis à profit le tournant à droite du PCP, après le 25 novembre, et a réussi ainsi à acquérir une influence dans les bastions à vieille tradition communiste où les thèmes de la lutte anti-fasciste et un certain "radicalisme économique" sont fortement ancrés.

Quant à la Ligue Communiste Internationaliste (organisation sympathisante de la IVème Internationale) - qui fut suspendue pendant quelques



jours pour avoir "attaqué" le Conseil de la Révolution -, elle obtint 16.186 suffrages (10.732 en 1975). L'audience de la campagne des trotskystes fut indéniable, et réel fut l'écho des thèmes tels

que: convocation d'un congrès démocratique des syndicats, la dénonciation du pacte entre les partis politiques et le Conseil de la Révolution, la mise en avant du mot d'ordre "Pour un gouvernement PS-PCP directement responsable devant un congrès démocratique de tous les syndicats" (voir Inprecor n°47/48). Quant au PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs), organisation se réclamant de la IVème Internationale et qui se présentait aux élections pour la première fois, il réunit 5.144 suffrages. Son mot d'ordre central était: "Pour un gouvernement PS, mais sans capitalistes ni généraux"!

Au moment où la quasi-totalité des organisations de l'extrême-gauche essaie sans grande chance de succès, de présenter aux élections présidentielles la candidature de l'ex-général Otelo de Carvalho, la LCI insiste sur la nécessité d'opposer aux candidats généraux un "candidat ouvrier exprimant l'unité des travailleurs et qui pourrait la faire progresser". En outre, nos camarades dénoncent "les accords dont il sortira un candidat ayant des pouvoirs constitutionnels qui annulent la Constitution.... Ce système de pouvoir doit permettre à la hiérarchie militaire et aux partis bourgeois de gagner dans les ministères ce qu'ils ont perdu lors des élections" (Conférence de presse de la LCI, - A Capital -30.4.76).

#### La crise est ouverte

Le résultat électoral obtenu par les partis et organisations du mouvement ouvrier donne toute son importance à la désignation d'un candidat - que beaucoup voudraient d' "unité nationale" - à la présidence de la République. Mais précisément, la majorité absolue obtenue par le PS, le PCP et l'extrême-gauche complique à souhait ce choix.

En effet, la lecture des résultats n'est pas identique à celle d'il y a un an. Après le 25 novembre, après l'offensive politique du PPD et du CDS - même si ces derniers renchérissent actuellement sur la nécessité d'une large coalition - une forte tendance se manifeste parmi les travailleurs pour comptabiliser les voix sous deux rubriques : PS-PCP d'une part, PPD-CDS d'autre part. Ce réflexe dérange plus d'un savant calcul parlementaire!

Une grande partie du débat sur le choix du candidat militaire à la présidence s'organise donc autour de l'orientation que le futur candidat défendra sur le type de gouvernement à former, ses prérogatives lui attribuant un rôle décisif dans ce domaine.

Ainsi, après que 53 pour cent des suffrages se soient rassemblés autour des partis ouvriers, ce n'est pas un hasard si Costa Gomez est à nouveau présenté, par divers courants, comme un candidat éventuel. Son inclination pour "un gouvernement de gauche" est du domaine public. La direction du PS s'est empressée de faire connaftre son désaccord avec une telle solution. Malgré la gêne provoquée par le soutien trop manifeste du PPD à l'actuel chef d'Etat-major, Soares

mise sur Eanes qui serait prêt - dit-on - à accepter la formule d'un gouvernement minoritaire PS. Cette formule trouve d'ailleurs un support dans la Constitution, dont l'article 198 assure une certaine stabilité - institutionnelle au moins! - à un gouvernement minoritaire (double barrage au niveau des motions de censure, etc...). Le "courant de gauche" du PS, au niveau de la direction, est sensible à la pression unitaire dans les rangs ouvriers. Il propose dès lors au PCP une alliance au rabais, qui prend l'allure d'un chantage! Antonio Reis déclare : "Le PCP se trouve face à un dilemme difficile : ou il s'allie avec la droite pour renverser un gouvernement de gauche démocratique dans lequel il ne dispose pas de postes; ou, dans l'impossibilité d'appuyer explicitement un gouvernement qui se dispense de sa présence, il s'abstient dans l'Assemblée Législative, rendant possible la permanence d'un gouvernement PS'1 (Opçao, 29.4.76).

Pour l'instant, le PCP mène à fond l'offensive pour un "gouvernement de gauche", d'autant plus qu'il peut se prévaloir de ses "progrès électoraux" et du recul relatif du PS! Cunhal, affirmait le 6 mai, au Campo Pequeno : "Le PCP déclare clairement une fois de plus qu'il ne soutiendra pas une tentative du PS de gouverner seul..." Il tente ainsi de capitaliser la pression unitaire, avec les répercussions qu'elle a dans les rangs du PS et, en mettant l'accent sur la nécessité d'un "gouvernement de gauche", sans s'opposer ouvertement le moins du monde à Eanes, il laisse aussi entendre que la désignation de Costa Gomez ne serait pas pour lui déplaire. Il a d'ailleurs pris soin de déclarer son refus net de soutenir Carvalho. De plus, il reste toujours Azevedo, qui pourrait jouer les trouble-fête en se présentant! Désigner l'actuel chef d'Etat-major à la présidence implique de le remplacer. Voilà une nouvelle question délicate. Eanes avait fondé son autorité sur son rôle-clé dans les opérations du 25 novembre. Le choix du général-président comme son remplacement peuvent à nouveau exacerber les divisions au sein du cadre dirigeant de l'armée. Voilà une autre facette de la crise de direction bourgeoise. Après avoir pressenti Firmino Miguel, spinoliste bon teint et actif dans la tentative du coup d'Etat civil du 24 septembre 1974, l'Etat-major a dû reculer. Un consensus assez large ne pouvait pas être obtenu. Actuellement, on prononce le nom de Rocha Veira ...

Toutes ces péripéties, même si elles se concluaient par la nomination de Eanes à la présidence, reflètent en dernière instance la permanence de l'instabilité sociale, le maintien d'une capacité de riposte de la classe ouvrière, que ces élections ont sanctionnée. La défaite de la droite dans ces élections peut dès lors créer un contexte qui rende plus aisée la mutation de luttes défensives en de nouvelles offensives des travailleurs. Ce n'est pas une des plus petites craintes de la bourgeoisie portugaise et de ses militaires.

## ESPAGNE

#### A. NAVARRO: UNE VOIX D'OUTRE-TOMBE

Nous publions ci-dessous la réponse de la LCR-ETA(VI) au discours-programme du premier ministre Arias Navarro, prononcé le 28 avril. Pour l'analyse du Référendum, voir Inprecor No. 50.

"L'esprit du 28 avril" hante la Valle de Los Caidos. Une voix d'outre-tombe vient de répéter la n-ième version du message franquiste. Arias n'est déjà plus le légataire du dictateur : il est son médium.

La "bataille du référendum" que se sont livrées ces dernières semaines les diverses fractions politiques, s'est soldée, fondamentalement, par une nouvelle victoire de l'extrêmedroite quant à la date du référendum (octobre au lieu de juin), quant à l'instrument essentiel de la réforme (les Cortes au lieu du gouvernement), quant au contenu même de la réforme (maintien des institutions principales du régime, Conseil national, Conseil du royaume...). Et surtout: proclamation de l'illégalité de l'ensemble du mouvement ouvrier, incluant implicitement la social-démocratie dans la dite illégalité.

Ainsi, le discours d'Arias constitue une véritable démonstration d'impuissance qui, au lieu de débloquer l'action du gouvernement, comme le prétendaient les ministres réformateurs, assume ce blocage jusqu'à ses ultimes conséquences. La "réforme franquiste" n'est déjà plus qu'un fossile.

D'autre part, une série de faits qui précèdent et accompagnent le discours d'Arias, montrent que la "tolérance" est en train de s'épuiser. Le gouvernement, incapable de contrôler un tant soit peu le débordement, par l'action de masse, de toutes ses concessions, a fait marche arrière, comme on peut le vérifier par la nouvelle vague de répression des dernières semaines : mitraillage de plusieurs militants de l'ETA. assassinat de Oriol Solé, Suarez, Peredo, Garmendia... Torture de militants de la jeunesse communiste, dissolution par la Guardia Civil de l'assemblée de la Coordination d'Euzkadi des Commissions Ouvrières à Durango, application du décret anti-terroriste, nouvelle loi contre les piquets, détention de travailleurs d'entreprises en lutte, refus de toutes les démandes de manifestation pour le ler Mai, suspension des activités du Conseil des travailleurs de Navarre, etc.

Tout l'appareil répressif franquiste barre, mitraillette en main, le chemin de la "démocratie à l'espagnole".

Dans ces conditions, la prétendue "rupture négociée" proposée par S. Carrillo montre clairement sa fonction paralysante pour la seule force capable d'en finir avec le franquisme et de conquérir la liberté: le mouvement de masse, avec la classe ouvrière à sa tête. C'est la grève générale contre la monarchie franquiste et non un pacte quel qu'il soit avec elle, qui détruira les chaînes de notre peuple.

La préparation et l'organisation de cette grève générale, doivent être l'horizon de toutes les luttes actuelles. Et pour cela, il faut forger dans l'action le Front Uni ouvrier contre la dictature et contre l'exploitation, en maintenant la plus absolue indépendance politique et organisationnelle des travailleurs et du peuple face à la bourgeoisie. Le référendum est annoncé pour octobre. Puisqu'il n'y a rien à en attendre, si tant est qu'il ait lieu, il serait absurde de temporiser jusque là. C'est dès maintenant qu'il faut chercher la nécessaire riposte unitaire du mouvement ouvrier à ce qui constitue une véritable provocation politique. Cette riposte doit inclure le mot d'ordre de boycott actif au référendum, dans les usines, sur les chantiers, les écoles, les quartiers... en utilisant toutes les formes d'action de masse, coordonnant et centralisant tous les organes représentatifs du mouvement ouvrier et populaire, en particulier les comités élus et les Commissions Ouvrières, et toutes les organisations ouvrières et nationalistes révolutionnaires. Face à la démocratie fantoche du gouvernement, qui maintient emprisonnés ou en exil des milliers de nos meilleurs camarades : amnistie, liberté et droits démocratiques sans aucune restriction! Face à la réforme franquiste et à toute manoeuvre de "gouvernement de coalition", ou de "période constituante", élections immédiate d'une Assemblée Constituante au suffrage universel, avec droit de vote à 16 ans. Face à la farce des "Commissions régionales" : élection immédiate d'assemblées nationales souveraines de toutes les nationalités opprimées, qui garantissent le libre exercice du droit à l'auto-détermination! Contre le congrès syndical bidon de la bureaucratie corporative : congrès d'unité ouvrière, qui définisse l'orientation du mouvement ouvrier dans ses luttes en cours, centralise l'effort définitif vers la grève générale, et prépare un congrès national constituant avec la chute de la dictature!

Enfin, contre les compromis suicidaires avec quelques secteurs du régime et contre la volonté de l'ensemble de la bourgeoisie à maintenir sur pied, en toute hypothèse, l'essentiel de l'appareil répressif franquiste : dissolution des corps répressifs, châtiment des crimes franquistes, épuration de l'armée!

Ces consignes résument la riposte qui doit s'organiser immédiatement contre la monarchie franquiste, Aucune des "mesures nécessaires" qu'Arias a menacé d'imposer ne pourra empêcher que cette riposte triomphe. La tâche de tous les révolutionnaires est de hâter l'heure de la victoire. A bas la monarchie franquiste!

Le 30.4.76.

LCR-ETA(VI)

## GRANDE-BRETAGNE:

## APRES LE DEPART DE WILSON

L'interview publiée ci-dessous avec Alan Jones, membre du Bureau Politique de 1' "International Marxist Group" (IMG), section anglaise de la IVème Internationale, a été faite à Londres le 3 mai dernier.

QUEL EST L'ARRIERE-PLAN ECONOMIQUE DES ACTUELLES NEGOCIATIONS SUR LES SALAIRES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE T.U.C. (TRADE-UNION COUNCIL - CON-SEIL SYNDICAL (1))?

L'élément le plus important est la chute des profits au cours des dernières années, et particulièrement de 1973 à 1975. Entre 1963 et 1973, le taux de profit dans l'industrie britannique est tombé de 50%; entre 1973 et 1975, il est à nouveau tombé de moitié. Malgré la crise économique qui en est résultée, jusqu'à l'hiver 74-75, la classe ouvrière est parvenue à maintenir son niveau de vie, qui a augmenté de 8% pendant l'année qui a suivi la chute du gouvernement Heath, à l'automne 73.

La situation économique reste désastreuse pour la bourgeoisie malgré le fait que depuis la défaite importante de la classe ouvrière de l'été 1975, le niveau de vie ait baissé de 6%, le nombre de chômeurs soit passé à 1.250.000, sans aucune résistance sérieuse de la part de la classe ouvrière. Pendant le ler trimestre 1976, par exemple, les profits en chiffres réels s'élevaient à la moitié de ce qu'ils étaient en 1964. Et récemment des recommandations ont été émises pour réduire de 3% le niveau de vie des travailleurs en limitant l'augmentation des salaires, et pour le réduire encore de 5% en modifiant les impôts - toujours sans aucune amélioration de la situation économique pour la bourgeoisie. Le taux d'inflation devrait se maintenir autour de 10-12% par an et il ne devrait pas y avoir moins d'un million de chômeurs. Le taux de profit devrait rester inférieur à celui de 1973. Bien que la production industrielle remonte très légèrement, il n'y a pas d'amélioration essentielle de la situation fondamentale. Toute offensive de classe sérieuse plongerait l'économie dans la pire des crises depuis les années '30. La bourgeoisie devra poursuivre ses attaques contre la classe ouvrière ne serait-ce que pour essayer de stabiliser la situation temporairement.

ET QUEL ETAIT L'ARRIERE-PLAN POLITI-QUE DE LA DEMISSION DE WILSON ?

Malgré la crise économique, les partis politiques de la classe dirigeante sont incapables d'engager une réelle épreuve de force avec la classe ouvrière, du type de celle entreprise par Heath de 1970 à 1973. Ces partis sont affaiblis par la crise en Irlande du Nord, par la

poussée du parti nationaliste écossais (qui reflète la division au sein de la classe dirigeante elle-même) et par le fait que depuis la chute du gouvernement Heath, aucun secteur de la classe dominante ne croit aux résultats consécutifs à une épreuve de force avec les secteurs fortement organisés de la classe ouvrière. Dans cette situation, la classe dirigeante a placé tous ses espoirs dans la bureaucratie du Parti Travailliste. Depuis l'été 1975, avec l'introduction du contrôle des salaires, cette bureaucratie a lancé une offensive contre la classe ouvrière. Ceci combiné à la gravité de la crise, a sans aucun doute semé la confusion et le trouble à l'intérieur-même de la classe ouvrière. Par exemple, pendant les neuf derniers mois depuis l'imposition du contrôle des salaires, le nombre de jours de grève n'a jamais été aussi bas que depuis 1958. Certains secteurs de la classe ouvrière, - travailleurs du bâtiment, dockers, ouvriers de chez Chrysler - subirent de graves défaites par suite du chômage, de la répression de la bureaucratie, et parfois des deux ensemble.

Mais malgré ces reculs, il n'y a aucun signe de défaite qualitative de la classe ouvrière dans son ensemble. Les travailleurs ne quittent pas les syndicats; les directions syndicales d'entreprises, établies en 68-74 restent intactes. Les attaques contre les syndicats rencontrent encore une résistance très forte. Et depuis l'hiver 75-76, il y a des signes d'un nouveau redressement, lent mais sûr, de la classe ouvrière depuis l'été 75. Le 26 novembre dernier, par exemple, 20,000 personnes ont manifesté à Londres contre le chômage contre l'opposition du Conseil Syndical; en mars dernier, 3000 délégués ont assisté à Londres à un rassemblement sur le chômage organisé par le Parti Communiste et les sociaux-démocrates de gauche.

Ces dernières semaines il y eut 7 ou 8 grèves dans l'industrie automobile, sur les salaires, sur les conditions de travail, etc... Il y eut aussi 8 grèves pour le salaire égal pour les femmes, et une journée de grève générale à Dundee en Ecosse contre les restrictions des avantages sociaux (sécurité sociale entre autres). Ce redressement s'est aussi manifesté de façon bureaucratique, par une certaine activité accrue de la part des sociaux-démocrates de gauche. Par exemple, la semaine précédent la démission de Heath, 37 députés de



Parti Travailliste se sont abstenus au Parlement (House of Commons) dans un vote sur un projet de restriction des avantages sociaux; à la suite de cela le projet fut rejeté, au moins provisoirement. Les sociaux-démocrates de gauche ont aussi pris une nouvelle initiative pour que leur programme soit adopté au prochain congrès du Parti Travailliste. Mais bien sûr les réformistes de gauche n'ont pas l'intention de mener une dure bataille, même pour défendre leur propre programme, allant jusqu'à s'affronter réellement à la politique gouvernementale.

La démission de Wilson a sans aucun doute été une manœuvre, une tentative pour empêcher une nouvelle poussée de l'opposition contre la politique gouvernementale, en jouant un rôle personnel plus affirmé et plus bonapartiste, pour mieux protéger le gouvernement des attaques de la gauche. Hors du gouvernement, Wilson peut lancer des appels démagogiques à l'unité du Parti Travailliste; à l'intérieur du gouvernement, Callaghan est son successeur désigné.

QUELS SONT LES PROJETS DU GOUVERNE-MENT ?

Un changement décisif est apparu au cours de l'été 1975. Jusqu'à cette date, le gouvernement Wilson avait essayé de "jouer la balance" entre les classes, en soutenant la stratégie politique de la classe dirigeante, tout en garantissant quelques concessions à court terme aux travailleurs, notamment une augmentation de salaire de 8%, le blocage des loyers et une augmentation des retraites. Une des raisons pour ne pas attaquer la classe ouvrière, à part le rapport de forces établi après la chute de Heath, était le référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Après ce référendum en juin 1975, le gouvernement s'est engagé dans une série ininterrompue d'attaques contre les travailleurs. Le gouvernement actuel représente un très léger tournant à droite au sein de la bureaucratie, mais il n'a pas fondamentalement changé depuis l'été 75.

Les projets de ce gouvernement dépendent totalement de la riposte des travailleurs. La bureaucratie syndicale réussira certainement à faire accepter aux syndicats une nouvelle opération de contrôle des salaires. Mais il existe un minorité plus forte et plus consciente dans les syndicats, plus nettement opposée au contrôle des salaires que la dernière fois.

Par ailleurs, la politique économique du gouvernement - qui promet de mettre en œuvre le blocage des salaires, de réduire le nombre de chômeurs à 700.000 en 1979 - n'a aucune chance de réussite. Le danger pour le gouvernement est que la minorité syndicale opposée au blocage des salaires se lie à la mobilisation croissante de la classe ouvrière contre les effets de la politique gouvernementale. Si cela se produisait, cela provoquerait une grande crise dans les organisations de masse de la classe ouvrière. Alors, pour prévenir le danger, la bureaucratie essaie d'étouffer toute sorte de résistance à sa politique. Par exemple, une mesure a été introduite dans les conseils syndicaux, interdisant toute activité contradictoire avec la politique du Parti Travailliste et du TUC (Conseil Syndical Central). Dans chaque grève de l'industrie automobile s'est produite une intervention directe des sommets de la bureaucratie contre la lutte. Au TUC écossais, Jack Jones, dirigeant du syndicat des Transports et des General Workers, qui regroupe 1.750.000 membres, est intervenu personnellement contre une résolution soumise par un conseil syndical critiquant le gouvernement travailliste. Autant prendre une massue pour écraser une mouche! Mais, présentement, la classe dirigeante ne semble pas croire que la bureaucratie puisse contrôler la situation, malgré ces mesures. Pour la première fois depuis une année, des débats ont 'lieu dans la presse bourgeoise au sujet d'un changement de gouvernement, en espérant que le blocage des salaires ainsi qu'une grave défaite électorale du Parti Travailliste démoraliseraient les travailleurs et les retiendraient.

En ce qui nous concerne, nous nous attendons à une montée lente mais certaine des luttes des travailleurs. Le gouvernement peut tomber, peut-être en hiver ou au printemps, dans l'indifférence et l'hostilité croissante de la classe ouvrière comme de la bourgeoisie.

QUELLE A ETE LA REACTION DES SOCIAUX-DEMOCRATES DE GAUCHE ET CELLE DU PC ?

Les sociaux-démocrates de gauche ont accru leur poids dans le Parti Travailliste pendant la période des luttes ouvrières s'étendant de 1968 à 1974. L'ascension de Anthony Wedge-wood Benn l'a clairement montré. Il préconisait une politique économique basée sur la réflation de l'économie, des nationalisations sélectives, des accords portant sur la politique concertée d'investissements du gouvernement et des capitalistes, et la participation des travailleurs dans l'industrie. Une politique économique quelque peu semblable à celle de l'Union de la Gauche en France.

Bien sûr, cette montée des sociax-démocrates de gauche a reflété les luttes ouvrières de 1968 à 1974. Mais après la défaite de la classe ouvrière durant l'été 1975 et un nouveau consensus de la classe dirigeante et de la bureaucratie, ce courant a reculé. Benn a été relevé de ses fonctions à un poste principal dans le gouvernement, et des parties du programme social-démocrate de gauche (qui figuraient dans le manifeste électoral du Parti Travailliste) en ont été retirées.

Mais le courant incarné par Benn conserve le soutien des militants actifs du Parti Travailliste. Par exemple, au dernier congrès, Benn recut de loin le plus de voix lors de l'élection de l'organe exécutif central du Parti Travailliste; et la gauche garde encore le contrôle des principaux comités de décisions politiques du parti. Avec une nouvelle montée des luttes ouvrières, on peut s'attendre à un certain regain de l'activité de ces forces, bien qu'évitant une rupture nette avec la bureaucratie syndicale qui soutient toujours le gouvernement. Ce qu'escomptent les partisans de Benn est à coup sûr que le gouvernement tombera de telle manière qu'il en sera discrédité, et qu'alors ils s'attaqueront à la conquête de la direction du parti.

En pratique, la politique du PC consiste à tenter de faire pression sur les sociaux-démocrates de gauche pour qu'ils jouent un rôle un peu plus actif. Mais ceci est peine perdue, puisque les Bennistes sont intéressés à lutter pour la direction du Parti Travailliste et non pas par une bataille contre la bureaucratie syndicale.

#### QUELLES SONT LES PERSPECTIVES MISES EN AVANT PAR L'IMG ?

Notre orientation consiste à essayer de centraliser la montée de la lutte de la classe ouvrière
contre le gouvernement et de lui donner une base programmatique adéquate. Cela signifie une
campagne centrale sur l'échelle mobile des salaires, la nationalisation des entreprises qui
menacent de licencier les ouvriers, le rejet des
restrictions des avantages sociaux, la campagne
pour un programme de travaux publics, etc...
Les perspectives avancées par notre organisation sont la centralisation de toutes les forces
prêtes à combattre la politique gouvernementale, dans une tendance de lutte de classe au
sein du mouvement ouvrier. Ceci implique un
axe d'actions unitaires non seulement avec l'a-

vant-garde, mais aussi avec les travailleurs sociaux-démocrates de gauche (et dans certains cas avec les membres du PC) qui sont prêts à combattre la politique gouvernementale.

Ce combat implique un heurt frontal avec les secteurs centraux des bureaucraties syndicales et du Parti Travailliste et l'exigence constante que les Bennistes définissent leurs positions à l'égard des luttes ouvrières. En ce qui concerne le chômage, les restrictions dans les services sociaux et les salaires, la lutte en reste encore à un niveau fragmentaire. Pourtant nous avons pu intervenir et développer la solidarité dans quelques unes de ces luttes. Par exemple, nos camarades étaient engagés dans une occupation victorieuse à l'usine Cromwell Smelters dans le sud-ouest de l'Angleterre et dans l'usine Personna de Glasgow. Nous avons aussi participé à la manifestation nationale contre le chômage appelée par le PC le 26 novembre dernier et nous préparons la Journée d'Action sur le chômage et les restrictions pour le 26 mai.

Ce combat contre la politique gouvernementale rencontre une telle résistance de la part de la bureaucratie et le potentiel de crise au sein des organisations de masse est si évident que le combat a pour logique de se transformer en une lutte pour la direction des organisations ouvrières, d'abord localement et nationalement ensuite.

Nous avons comme objectif pour les mois prochains d'essayer de développer toutes les formes d'opposition à la politique gouvernementale et de nous préparer à la crise au sein des organisations de masse, qui iront de pair avec toute montée de la lutte des classes et prendront une forme explosive si le gouvernement tombe. Cela signifie de donner la priorité au travail dans les syndicats et d'accroître le nombre de ceux qui, dans le Parti Travailliste et les Jeunesses Socialistes du Parti Travailliste, soutiennent la politique de l'IMG, si les mesures réactionnaires prises par le Parti Travailliste ne leur interdisaient pas d'adhérer à l'IMG tout en restant dans le Parti Travailliste et les Jeunesses Socialistes.

Les plus grands succès enregistrés dans notre recherche d'une riposte plus centralisée ont été obtenus dans la lutte contre les restrictions dans les services sociaux, où nous avons pu former un front-uni avec les sociaux-démocrates de gauche et les centristes, qui s'est réellement affirmé dans cette lutte. En ce qui concerne la question de l'avortement et la Campagne pour une Charte des Femmes Travailleuses, la Campagne Nationale pour l'Avortement a tenu deux manifestations de 30.000 et 15.000 personnes à Londres. Et le travail sur la Charte des Femmes Travailleuses a permis la création d'une trentaine de groupes locaux.

NOTE: (1) Organe suprême de l'ensemble des syndicats britanniques.

## JAPON A BAS LE GOUVERNEMENT MIKI!



L'article que nous publions ci-dessous est paru dans "World Revolution" du ler avril 1976, hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon, section de la IVème Internationale.

La crise gouvernementale actuelle, provoquée par l'annonce des pots-de-vin payés à des politiciens japonais par la firme aéronautique Lockheed a ébranlé l'impérialisme japonais. Celui-ci affrontait en effet déjà une crise plus générale, due à la montée révolutionnaire en Extrême-Orient et à la détérioration de l'économie japonaise. Le scandale Lockheed a bouleversé les plans d'offensive dressés par la bourgeoisie, offensive qui était, au début de 1976, entrée dans sa phase finale de préparation.

La bourgeoisie et son parti gouvernemental, le Parti Démocrate Libéral (PDL), préparaient la formation d'un "gouvernement fort" qui devait engager une épreuve de force politique centrale avec la classe ouvrière et les masses laborieuses. Il s'agissait par là d'assurer le renforcement de l'alliance contre-révolutionnaire nouée entre les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon, comme la réorganisation d'ensemble de l'administration et de l'industrie, préalables indispensables à la perspective de "croissance économique stable". Le PDL s'était engagé dans une série de manoeuvres fractionnelles visant à constituer un "gouvernement PDL fort". Ce gouvernement "post-Miki" aurait même pu comprendre un "Grand Bloc Tanaka-Fukuda" (Tanaka était premier ministre avant Miki, actuel détenteur du titre, et Fukuda est aujourd'hui vice-premier ministre. Une longue lutte fractionnelle a opposé Tanaka et Fukuda dans le PDL). La bourgeoisie japonaise et le PDL mettaient une touche finale à leur projet d'offensive générale contre les travailleurs.

Mais la révélation, par le scandale Lockheed, des pratiques de corruption, expression naturelle de la pourriture de la société capitaliste, a pris la bourgeoisie et le PDL par surprise. Elle a porté un coup sévère au projet de "gouvernement PDL fort". La fraction politique du précédent premier ministre Tanaka avait adopté la position la plus intransigeante à l'encontre de la grève générale des travailleurs des services publics, en novembre et décembre der-

niers. Elle exigeait l'abolition du droit de grève dans ce secteur. L'image de marque de Tanaka dans le PDL, et au sein de la bourgeoisie, s'était à nouveau améliorée malgré le fait qu'il ait été forcé de démissionner à la suite du scandale pour fraude fiscale qui l'avait frappé en 1974. Mais le scandale Lockheed a éclaboussé avant tout la fraction Tanaka, la fraction la plus importante du PDL. On varmaintenant jusqu'à parler de la dissolution de cette fraction.

En tout état de cause, la marche vers un "gouvernement fort'' a été interrompue et le gouvernement PDL (unique parti gouvernemental) est lui-même remis en question. Miki et le PDL tentent une opération de diversion, tendant à cacher le nom des "hauts fonctionnaires" compromis dans le scandale, au nom de la défense du principe sacré du secret de l'instruction, Ils s'efforcent aussi de surmonter la crise en détournant l'attention populaire du scandale Lockeed, en l'orientant vers le débat parlementaire du budget gouvernemental d'avril 1976 - mars 1977. Pour cela, ils affirment que tout retard dans le vote du budget nuit au redressement économique, et par conséquent à la population entière. Mais le ressentiment populaire s'accroit et interdit aux partis d'opposition de passer un compromis bon marché avec le gouvernement PDL sur l'affaire Lockheed.

La situation ouverte par les révélations du scandale de la Lockheed entre aujourd'hui dans une nouvelle phase. La question centrale devient maintenant celle du remplacement du gouvernement, et le PDL s'avère incapable de prendre une initiative décisive en ce sens, Il est pratiquement sûr que le cabinet Miki va tomber. La classe ouvrière est placée devant un choix : renverser le gouvernement PDL-Miki grâce à une lutte directe et massive pour un gouvernement ouvrier et paysan, ou accepter qu'une solution parlementaire soit apportée à la crise avec la dissolution de l'Assemblée Nationale et l'appel à de nouvelles élections générales. C'est précisément en vue de cette deuxième solution que les partis d'opposition, y compris les directions ouvrières traditionnelles, tentent d'utiliser l'explosion de colère populaire. Ils tiennent à demeurer dans les limites de la "démocratie parlementaire".

Quelles sont les propositions de l'opposition pour un nouveau gouvernement ? Le Parti Socialiste appelle à la constitution d'un "gouver-

nement de tous les partis de l'opposition, qui gérerait les affaires courantes jusqu'à des élections générales". Le Parti Communiste s'est prononcé pour une solution semblable, mais qui regrouperait le PS, le PC et le Parti Komei (parti bouddhiste petit-bourgeois), à l'exclusion du PSD (Parti Socialiste Démocratique, scission de droite du Parti Socialiste), ce gouvernement se réserverait la possibilité d'accepter en son sein des dissidents du PDL. Ainsi, le PS et le PC se proposent de former un cabinet dont la tâche se limiterait à la préparation d'élections générales dans le but de défendre la démocratie parlementaire. Le Parti Komei critique la politique du PS et se plaint de ce que la composition du cabinet de gestion proposé par le PS ne soit pas suffisamment claire et bien définie. L'orientation du Parti Komei, cependant, est, elle, très claire et bien définie.

Il appelle à la constitution d'un gouvernement de centre-gauche bourgeois, composé du Komei, du PSD et d'une fraction de droite du PS, à l'exclusion du PC, et se réservant la possibilité de former un bloc avec le PDL.



Pour le Parti Communiste, le "gouvernement de gestion pour la préparation d'élections générales" est une manoeuvre tactique en vue de la constitution d'un gouvernement de Front Populaire, basé bien sûr, sur le parlementarisme bourgeois. Le PSD et le Parti Komei sont en faveur d'un gouvernement bourgeois de centre-gauche. Le PS, à mi-chemin entre le PC et le bloc PSD-Komei, voudrait rassembler tous les partis d'opposition, de manière éclectique, tandis que la fraction de droite du PS, menée par Eda, secrétaire-adjoint du Parti, s'est rebellée contre la direction du Parti et soutient l'orientation PSD-Komei. Malgré ces divergences, les partis d'opposition parlementaire forment un front uni de fait destiné à empêcher la classe ouvrière de développer des actions visant à renverser le gouvernement capitaliste de Miki et du PDL.

Les directions PS et PC ont peur que l'extraordinaire énergie déployée par les travailleurs dans leur campagne revendicative de printemps n'abatte l'édifice parlementaire. Le PS et le PC n'essayent pas de mobiliser les travailleurs dans leurs luttes économiques fondamentales en vue du renversement du gouvernement capitaliste, et se refusent à utiliser pleinement l'explosion de colère populaire provoquée par le scandale Lockheed. La division délibérée effectuée entre les luttes des travailleurs en défense de leurs intérêts économiques et la lutte pour le renversement du gouvernement à travers une campagne contre les pots-de-vin de la Lockheed restreint les luttes économiques à un cadre syndical et économiste. Cela prive donc les luttes économiques des travailleurs de leurs débouchés, transformant ainsi la campagne annuelle de printemps en une triste

parade. Il en résulte que le Sohyo (1) tend de plus en plus à "éviter toute confrontation". Le poids de la bureaucratie syndicale de droite dans l'industrie lourde tend, en conséquence, à s'accrostre.

Le 24 mars, les bureaucrates syndicaux proimpérialistes du Domei (2) et de la CJ-FIM (Commission Japonaise - Fédération Internationale des Métallurgistes, fédération internationale coordonnant les syndicats de droite dans les secteurs de l'acier, des constructions navales, équipements lourds, automobiles, etc.), formèrent un "Comité pour discuter d'un Nouveau Japon".

Politiquement, ces bureaucrates syndicaux soutiennent la formation d'un bloc PS-PSD-Komei avec une orientation centre-gauche. Dans le mouvement syndical, ils coopèrent bureaucratiquement avec les patrons pour s'opposer aux actions des travailleurs en défense de leurs intérêts économiques. Le 25 mars, Domei, sans honte, déclara qu'il était pour une approbation rapide du budget 76-77 du gouvernement (à l'époque, les partis de l'opposition boycottaient le débat parlementaire sur le budget; le budget fut adopté le 9 avril par une majorité PDL-PSD).

L'orientation du Sohyo dans l'actuelle campagne revendicative de printemps vise d'abord à éviter toute épreuve de force avec le gouvernement et la bourgeoisie et, deuxièmement, à présenter des revendications centrées sur les problèmes des méthodes de gestion et des structures d'entreprise (revendications pour des réformes de structure par exemple dans les chemins de fer). Même après les révélations du scandale Lockheed et la crise majeure du gouvernement Miki, la direction du Sohyo a maintenu obstinément son orientation réformiste de départ sur la campagne de printemps de cette année. Malgré la crise gouvernementale, la direction de Sohyo n'a jamais tenté d'utiliser la situation afin de mobiliser les travailleurs pour une intervention directe dans l'arène politique. En ce qui concerne la campagne pour les "reformes de structure", une série d'actions ont été déclenchées fin 1974, et la dernière grève des travailleurs des secteurs publics cherchait à imposer le droit de grève. Aucun gain sérieux n'a été néanmoins remporté. On peut tirer la même leçon de la première moitié de l'actuelle campagne de printemps : pour qu'une telle orientation réformiste ait un minimum d'efficacité, il faut que trois conditions soient réunies. A sa-

- 1. Le capitalisme doit avoir les moyens d'accorder des concessions.
- 2. Le gouvernement bourgeois doit être politiquement assez stable pour discuter des revendications.
- 3. Les patrons et les bureaucrates syndicaux doivent avoir établie une coopération étroite.

La fin de la période de croissance économique rapide a éliminé la première condition. Le scandale Lockheed a détruit la deuxième, pro-

jetant le gouvernement de Miki dans la crise; et la campagne de printemps de 1975, avec la grève de décembre 75 des employés des secteurs publics en défense du droit de grève, a écarté toute possibilité de coopération entre le patronat et les bureaucrates syndicaux. Ainsi, il n'y a pas de base réelle pour une telle campagne réformiste sur des revendications portant sur le système de gestion et la structure des entreprises. En fait, l'orientation réformiste va jusqu'à dire : "Les syndicats forceront les travailleurs à accepter des sacrifices, donc les capitalistes et leur gouvernement devraient aussi accepter de faire certains sacrifices". Pour ce qui est de la lutte pour des augmentations de salaires au cours de la campagne de printemps de cette année, la direction du Sohyo a refusé dès le début de prendre une quelconque initiative. Sa tactique est de laisser les grands syndicats de droite obtenir certaines augmentations de salaires sur une base de collaboration de classe, et ensuite d'utiliser les syndicats du secteur public pour faire pression sur le gouver nement, afin qu'il accepte les mêmes augmentations dans ces secteurs.

Nous nous trouvons donc confrontés à une situation très contradictoire. Le gouvernement PDL est entré dans une crise sérieuse, mais en même temps la bourgeoisie et le gouvernement croient qu'ils peuvent maintenir des positions dures face aux travailleurs durant toute la campagne de printemps.



Mais il est très clair que les travailleurs euxmêmes s'orientent vers une campagne de printemps-Lockheed tendant à poser le problème du renversement du gouvernement. Les travailleurs, qui avaient été privés par les directions réformistes de toute perspective politique au début de la campagne de printemps de cette année, ont puisé une énergie nouvelle dans l'indignation soulevée par le scandale Lockheed et leur attitude offensive s'en est trouvée accentuée. Des actions nombreuses et amples ont été entamées par les syndicats de l'industrie des machines, par Sohyo-Churitsuroren (3) et par le PS, le PC et le Komei contre la compagnie commerciale Marubeni et le patron de droite Kodama (Marubeni et Kodama ont été directement impliqués dans l'affaire des pots-de-vin de la Lockheed). Toutes ces actions, de même que d'autres actions locales similaires ont stimulé le militantisme des travailleurs. Le 19 mars, quelque 50.000 jeunes syndicalistes se sont retrouvés lors d'un rassemblement de masse organisé par le Comité de coordination de jeunesse du Sohyo. Ces jeunes travailleurs se sont rassemblés sous les mots d'ordre "Dénoncer les pots-de-vin de la Lockheed", "Pour une grève générale" et "A bas le gouvernement Miki." Ils critiquèrent et dénoncèrent la ligne réformiste officielle du Sohyo dans la campagne de printemps. Les jeunes travailleurs sentent à présent la nécessité de luttes de grande envergure. L'objectif de la direction du Sohyo, en mettant sur pied la campagne anti-Marubeni, était d'utiliser les révélations au sujet de la Lockheed à l'intérieur des limites de l'économisme. Mais les jeunes travailleurs et les autres couches militantes deviennent de plus en plus convaincus que la classe ouvrière devrait prendre une initiative majeure dans la lutte pour renverser le gouvernement. "Sans une lutte définitive contre les pots-de-vin de la Lockheed, il n'y a pas de campagne 76 possible", tel est le mot d'ordre qui exprime la conscience de ces travailleurs.

Notre courant révolutionnaire doit se tenir à la tête de la campagne de printemps-Lockheed, Le mot d'ordre central de notre propagande, de notre agitation et de notre organisation est : "Combiner la campagne contre les pots-de-vin de la Lockheed avec la lutte des travailleurs pour défendre leurs intérêts économiques ! Le renversement du gouvernement capitaliste Miki par une grève générale ! " . Dans toutes les usines, les ateliers et les quartiers, nous nous opposons aux directions du PS, du PC et du Sohyo qui effectuent délibérément une séparation entre la colère et les actions contre la Lockheed et les luttes des travailleurs pour des augmentations de salaires, contre les licenciements et contre l'exploitation économique des masses populaires. Nous devons chercher à combiner ces deux éléments dans une lutte de la classe ouvrière pour le renversement du gouvernement.

Mais la chute du cabinet de Miki n'est qu'une question de temps et la question centrale dans la situation actuelle est donc celle du nouveau gouvernement. C'est ainsi que le mot d'ordre "A bas le gouvernement capitaliste de Miki" ne suffit pas. La classe ouvrière doit aussi poser la question d'un nouveau gouvernement. L'ensemble du processus développé autour de l'affaire Lockheed a révélé non seulement que le système capitaliste est profondément corrompu, mais aussi que le gouvernement et le Parlement bourgeois ne sont pas capables de nettoyer cette corruption. Nous devons armer les masses de l'idée que les travailleurs doivent construire leur propre gouvernement avec leurs propres forces, afin de lever le voile qui couvre actuellement les pots-de-vin. Les coupables doivent être démasqués et jugés par un tribunal populaire.

Nous devons appeler à la formation d'un gouvernement qui élimine la corruption, défende le niveau de vie des masses laborieuses, et nationalise toutes les industries-clé sous contrôle ouvrier. Un tel gouvernement doit publier tout ce qui se rapporte aux "hauts dignitaires du gouvernement", révéler toute la diplomatie secrète et les secrets commerciaux de Marubeni et des autres compagnies impliquées dans ces affaires. Un tel gouvernement doit s'opposer aux licenciements et aux réductions de salaires en introduisant l'échelle mobile des salaires et des heures de travail.

Un tel gouvernement doit s'opposer à la restructuration capitaliste de l'administration et de l'industrie et doit nationaliser toute l'industrieclé, sans compensations et sous contrôle ouvrier. car les travailleurs doivent contrôler tous les ateliers et toutes les usines. Contre les licenciements massifs des travailleurs des chemins de fer et les fortes augmentations des tarifs du réseau ferroviaire. Pour une nationalisation uniforme de tous les systèmes de transport (à part les chemins de fer nationaux, il existe aussi des chemins de fer privés, des transports publics par autobus sous contrôle public et privé dans les régions urbaines, etc.). Nationalisation de toutes les banques et compagnies d'assurance, dans l'intérêt des travailleurs et des paysans. Nationalisation de toute l'industrie de manufacture importante.

Un tel gouvernement doit reconnaître immédiatement et inconditionnellement le droit de grève aux travailleurs du secteur public. Il doit garantir le renforcement de l'unité politique de la classe ouvrière et de son alliance avec les autres masses populaires opprimées. Nous opposons un tel type de gouvernement à n'importe quelle sorte de gouvernement capitaliste de centre-gauche, ou gouvernement de Front populaire ou de collaboration de classe. Nous exigeons que le PS et le PC abandonnent leur appel à la formation "d'un gouvernement de gestion des affaires courantes en préparation des élections générales". Nous demandons qu'ils rompent toute relation avec la bourgeoisie et son pouvoir d'Etat et qu'ils entament la lutte de la classe ouvrière pour un gouvernement ouvrier.

#### IV

Nous exigeons que le PS, le PC et le Sohyo forment un Front Unique pour renverser le gouvernement capitaliste de Miki par la force des travailleurs et des autres masses populaires opprimées, un Front Unique qui soit ouvert à tous les courants et groupes militants et à tous les secteurs des masses populaires. Nous devons mettre en avant la formation de ce Front Unique dans toutes les entreprises, ateliers et districts.

Nous devons oeuvrer à la formation de comités d'action unitaire au niveau des districts pour lutter contre les pots-de-vin de la Lockheed et défendre les intérêts économiques des travailleurs et du reste des masses. Nous devons commencer à constituer des groupes d'action au niveau des districts pour préparer la grève générale. La formation de ces comités d'action unitaires au niveau des districts est extrêmement importante dans la lutte contre le contrôle bureaucratique du Front Uni National par les directions réformistes.

Nous devons activement préparer la base militante ouvrière, dans les ateliers et les usines, à résister au sabotage des luttes par les bureaucrates syndicaux. Nous devons rassembler les militants ouvriers en vue d'une épreuve de force avec la bourgeoisie et son gouvernement, dans les ateliers, les usines et les districts. Seules des initiatives unitaires, par ces militants ouvriers, peuvent renforcer les masses travailleuses et constituer des organes de base pour la lutte de masse.

La lutte de la classe ouvrière japonaise pour le renversement du gouvernement capitaliste et la formation de son propre gouvernement peut porter un coup mortel à la dictature militaire de Park Chung Hee, en Corée du Sud. Lorsque la classe ouvrière japonaise entrera dans sa puissante lutte pour son propre gouvernement, les travailleurs et les paysans sudcoréens se rapprocheront de leur propre soulèvement général contre le régime militaire. En ce qui concerne le mouvement de masse Buraku (les "hors castes" japonais, une minorité opprimée), leur participation aux luttes des travailleurs pour le renversement du gouvernement capitaliste permettrait au "Mouvement de Libération Buraku" d'effectuer un grand pas en avant dans sa lutte contre la politique discriminatoire du pouvoir d'Etat bourgeois.

Il faut faire converger toutes les revendications et luttes dans le combat pour le renversement du gouvernement Miki! Pour un gouvernement qui appliquera toutes les revendications des ouvriers, paysans, et autres masses populaires opprimées! Dénonçons les pots-de-vin de la Lockheed! Victoire pour l'offensive de printemps des travailleurs! A bas le gouvernement capitaliste corrompu! A bas la dictature militaire de Park! Soutien à la déclaration du ler Mars des opposants sud-coréens ! Renversement du gouvernement Miki par une grève générale illimitée et une manifestation massive au Parlement! Pour la formation du Front Unique ouvrier contre les pots-de-vin de la Lockheed, en défense des intérêts économiques des travailleurs et pour le renversement du gouvernement capitaliste! Contre le gouvernement de gestions préparant des élections générales! Pour un gouvernement ouvrier et paysans socialiste anti-impérialiste!

26 mars 1976

#### NOTES:

(1) Sohyo est la fédération syndicale de gauche dont la majorité de la direction est socialiste. Elle est fortement représentée dans le secteur public, telle la Société Nationale des Chemins de Fer, les PTT, l'Enseignement, etc...

(2) Domei est une fédération syndicale de droite, forte dans le secteur industriel privé. Politiquement, Domei soutient le PSD.

(3) Churistsuroren est une troisième fédération syndicale située entre Sohyo et Domei; elle se lance généralement dans des actions de Front Unique avec Sohyo. Elle soutient le syndicalisme "authentique". Elle possède sa base principale de soutien dans le syndicat des électriciens.

## INDE

## LE BUDGET DE L'ANNEE 1976



Le but fondamental du budget de 1976 est d'essayer de capitaliser économiquement et de consolider les avantages temporaires que la bourgeoisie a arrachés au mouvement de masse et particulièrement à la classe ouvrière, depuis l'imposition de l'état d'urgence le 26 juin 1975. Divers économistes bourgeois ont salué ce budget comme étant "unique"; il l'est d'ailleurs d'une certaine manière. Jusqu'à présent, le rapport des forces entre les classes contraignait le budget indien à rechercher l'équilibre entre d'une part, le renforcement du secteur privé de l'économie et, d'autre part, le maintien de son audience dans les masses (par des taux d'impôts directs élevés, etc.)

Dans l'économie capitaliste indienne, la planification et les bidgets ont deux objectifs:

1. La création d'une infractructure élémentaire de communications, d'établissements d'enseignement, le développement de la sidérurgie, etc., qui pourrait assurer les dépenses d'un secteur privé incapable ou peu disposé à se lancer dans des entreprises nécessitant des investissements tellement élevés pour un taux de profit si bas, qui sont cependant vitales à son expansion.

2. Le subventionnement partiel de la distribution des biens de consommation de masse et la création de conditions d'emploi dans le secteur public. Cette orientation oscille en fonction de la force du mouvement de masse face à la bourgeoisie.

La première tâche a été largement réalisée et le "fardeau" de la deuxième s'est révélé moins lourd à cause des défaites partielles de la classe ouvrière et, particulièrement de celle de la grève des chemins de fer et de l'état d'urgence. La planification indienne s'oriente dans une nouvelle phase représentée par son budget "unique" De plus en plus, elle exerce un rôle kevnésien classique de stimulation de la croissance de la libre entreprise; elle doit même abandonner toute prétention de redistribution du revenu et d'aide à une solution du problème fondamental de la pauvreté des masses. Cette planification gouvernementale a sans doute réussi, du fait de l'évolution du rapport de forces dans un sens favorable à la bourgeoisie qui s'est manifesté juste après l'imposition de l'état d'urgence.

#### Les impératifs de classe de l'état d'urgence

Les impératifs politiques qui ont fait suite à l'état d'urgence se sont traduits dans les impératifs économiques du budget,

Le mouvement lancé par Jayaprakash Narayan (1) a révélé certains conflits et certaines contradictions au sein de la bourgeoisie (bien que de nature secondaire) fondamentalement liés au problème du meilleur choix politique à déterminer pour obtenir une croissance capitaliste sans obstacles. L'action rapide de l'Etat imposant l'état d'urgence a résolu du jour au lendemain pour la bourgeoisie le problème des conflits et des contradictions au sein des monopoles qui s'étaient manifestés dans des soutiens politiques divisés (par exemple, Goenkas soutenant le mouvement de Jayaprakash Narayan; la moyenne bourgeoisie régionale soutenant dans bien des cas les éléments anti-Parti du Congrès (2) de la coalition constituée par Jayaprakash Nayanan. L'ensemble de la bouregeoisie s'est rassemblée pour soutenir le gouvernement d'Indira Ghandi, identifié au Parti du Congrès, reconnaissant ainsi son succès dans l'imposition de l'état d'urgence. Afin de stabiliser et de consolider ce soutien et tirer profit des facteurs politiques et économiques conjoncturels (renversement de l'inflation), le budget a concédé un allègement général des impôts frappant la bourgeoisie, dans l'espoir de stimuler les investissements et la croissance capitaliste.

A côté de la grande-bourgeoisie et la bourgeoisie moyenne régionale, le régime possède une importante base d'appui dans la petite-bourgeoisie urbaine. Cette base sert de tampon entre l'élite au pouvoir et la classe ouvrière. Avant l'état d'urgence, cette petite-bourgeoisie urbaine soutenait des partis comme le Jan Sangh (3) dont le potentiel principal réside dans sa capacité à provoquer des troubles à l'encontre des classes dirigeantes. Ce parti, dont la base sociale se situe dans la petite-bourgeoisie urbaine, a vu ses forces croître et a même réussi à pénétrer quelque peu dans la classe ouvrière urbaine. Tous reconnaissent son absence de programme clair, mais il doit être admis qu'aucun de ces partis de droite ou de gauche ne se rattachant pas au Parti du Congrès n'en ont. Le Jan Sangh pour le moins, avec le PS (dont une aile est impliquée dans des activités terroristes clandestines) représente une forme d'opposition organisée à l'Etat. Ses capacités à semer le trouble et de jouer un rôle de déséquilibre ont été clairement reconnues et c'est pourquoi les manifestations principales de la période suivant immédiatement l'état d'urgence ont été l'emprisonnement et la chasse aux militants du Jan Sangh et du RSS (son aile militaire) comme de ceux du PS. (4)

L'état d'urgence a été bien accueilli par la base sociale du mouvement de Jayaprakash Narayan - la petite-bourgeoisie urbaine. Mais cet accueil favorable s'est fondé principalement sur le rétablissement de la loi et de l'ordre, sur l'arrêt des grèves, le respect des horaires des transports par chemin de fer, etc.. L'intérêt économique de la petite-bourgeoisie urbaine a connu une amélioration marginale par l'acheminement efficace des marchandises aux commerçants, etc., mais il n'y a pas eu d'amélioration directe. Ainsi le budget a dû aussi consolider les gains de la petite-bourgeoisie par des bonifications économiques; ces bonifications ont ainsi constitué un impératif économique pour le budget.

#### Les impôts

Le trait le plus frappant du budget est la réduction drastique des impôts directs sur les revenus individuels et sur la richesse. Les réductions ont un caractère progressif en ce sens que les plus aisés en profitent davantage. Le taux maximum d'impôt marginal a été abaissé de 77 à 66 % et son seuil d'application a été relevé de 70.000 roupies à 100.000 roupies annuelles (5). Pour ce qui est de l'impôt sur la richesse, le taux le plus élevé s'établit à 2,5 % et les impôts supplémentaires sur la propriété foncière, urbaine et immobilière ont été supprimés. La portée de cette nouvelle orientation clairement favorable aux classes riches et moyennes trouve son meilleur reflet dans le fait que pour les deux années, de 1974 à 1976, le taux marginal maximum a été abaissé de 75,75 % à 66 % et l'impôt sur la richesse de 8 % à 2,5 %, avec une élévation des seuils d'application dans chaque cas.

Les raisons de ces réductions découlent de ce qu'une structure fiscale plus "réaliste" doit réduire la fraude fiscale et stimuler l'épargne. Que dire de ces raisons ? En un certain sens, il est évident que le volume de la fraude fiscale va baisser, car en définitive si les impôts sont supprimés, il ne peut y avoir de fraude fiscale! La conception-clé de ce raisonnement réside dans la propension tendancielle à pratiquer la fraude fiscale. Dans cette logique, une augmentation des impôts ne pourrait se produire qu'à partir du moment où la propension à la fraude aurait baissé suffisamment pour contrer la baisse globale du volume des impôts levés. Cette hypothèse est purement spéculative, car il faut garder en mémoire qu'elle sera inopérante s'il ne se produit une chute de la propension tendancielle à frauder; la chute doit être suffisamment importante. Comptetenu du cours général de rentrée des impôts, cette hypothèse est d'autant plus une spéculation.

Pareillement, les modifications de l'impôt sur les compagnies visent à stimuler l'épargne et les investissements pour la croissance. Elles comprennent:

- 1. Une autorisation de réduction d'impôt de 25 % pour permettre l'acquisition d'usines et de machines. Cette autorisation est accordée à une frange élargie d'industries comprenant à la fois un certain nombre de secteurs centraux de l'industrie lourde et certaines industries de biens de consommation comme des petites industries.
- 2. La surtaxe intérieure de 5 % sur les entreprises pour le financement de l'expédition au Bangladesh a été remplacée par un schéma selon lequel l'équivalent de cette surtaxe est versé par les entreprises à la Banque Indienne pour le Développement Industriel (Industrial Development Bank of India; IDBI)qui dispose ainsi de fonds supplémentaires pour l'ensemble de l'industrie.
- 3. Le seuil minimal de l'imposition de la surtaxe a été relevé de 5 %.
- 4. La taxation des gains en capitaux a été ramenée de 45 à 40 %.

Des délégations d'affaires Ouest-allemandes et Nord-américaines se sont récemment rendues en Inde et se sont déclarées satisfaites à leur retour des discussions menées sur la structure fiscale concernant les investissements étrangers. Le nouveau budget a tenté de faire place nette pour un accroissement des investissements et de la collaboration de l'étranger. Figurent au nombre des stimulants prévus :

1. Des clauses négociables concernant les quotas d'exportation de biens produits en Inde par les entreprises étrangères. Leur quota d'exportation obligatoire (30 % de la production) peut être négocié pour être réduit afin de ne pas concurrencer les exportations en provenance du pays possédant. De même, il est possible à présent de rapatrier davantage de bénéfices. 2. Pour attirer les avoirs et les investissements d'Indiens résidant à l'étranger, l'exemption d'impôt sur la richesse et des conditions de prêts libres ont été institués. C'est aux impôts indirects qu'incombe déjà le plus lourd fardeau de remplir le Trésor de l'Etat. La réduction des impôts directs a encore accru cette charge dévolue aux impôts indirects, qui par leur nature défavorisent fondamentalement la majeure partie de la population pauvre. Les taxes (équivalentes à la TVA) ont été réduites sur les biens de consommation durables qui se présentent comme des biens de luxe pour la majorité de la population. Il s'agit d'industries orientées principalement vers les élites urbaines, qui ont ressenti le contre-coup d'une baisse de la demande. C'est ainsi que les automobiles, les téléviseurs et les réfrigérateurs ont bénéficié d'importantes réductions de ces taxes afin de stimu-

les leur consommation par les classes riches et

moyennes, augmentant ainsi la production de ces

secteurs industriels.

#### Réforme fiscale = inégalité accrue

La stratégie globale du gouvernement est évidente: accroître la part du revenu national appropriée par la bourgeoisie et les classes moyennes. Mais cet accroissement de la part de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie a deux objectifs différents; pour la petite-bourgeoisie, le budget favorise la consommation en fournissant une plus grande quantité de revenu disponible et conduit ainsi à un accroissement de la demande de biens de consommation durables. L'épargne privée de cette couche n'est pas considérée comme un facteur-clé d'investissements futurs.

Pour la grande et la moyenne bourgeoisie, la nouvelle structure fiscale répond à un double but : d'abord accroître le volume des revenus disponibles et des richesses détenues, de manière à stimuler davantage la prospérité capitaliste; ensuite, accroitre l'épargne des entreprises et les investissements privés, avant tout au moyen de l'impôt sur les entreprises. Dans ce contexte, la mesure la plus importante est l'Autorisation de Réduction d'Impôt de 25 % cherchant à promouvoir un rapide investissement intensif de capital dans les entreprises et dans l'équipement (puisque l'Autorisation de Réduction d'Impôt implique des profits accrus). Que cela ne fasse qu'accentuer le chômage dans cette période de chômage déjà élevé, n'entre pas dans les considérations d'importance du gouvernement.

C'est du côté des dépenses que l'impact du budget sur la classe ouvrière commence à être visible.

#### Les dépenses

Les dépenses prévues dans le budget s'élèvent à 78,52 milliards de roupies. Elles sont en augmentation de 32 % par rapport à l'année passée et représentent la plus forte augmentation sur une année, dans l'histoire fiscale de l'Inde d'après-guerre. Et comment a été trouvée la couverture de cette augmentation approximative de 17 milliards de roupies, puisque l'augmentation des impôts ne permettra qu'une rentrée de 4,8 milliards? Eh bien, le déficit inscrit au budget est de 3,2 milliards de roupies qui, si l'on s'en réfère aux deux années précédentes, doublera ou même triplera. D'autre part, quelque 4,8 milliards de roupies proviendront de la suppression, pour une année encore, de la prime de vie chère allouée d'ordinaire aux salariés (la prime de vie chère est une allocation aux salariés indexée sur l'augmentation inflationniste du niveau général des prix). Mais en ce qui concerne le personnel militaire, la prime a été augmentée et versée intégralement depuis septembre 1975, provoquant un déficit de 1,36 milliards de roupies dans le budget de la défense (d'autres primes interviennent dans le déficit). Ceci s'est produit au moment même où les travailleurs salariés se sont vus privés de leurs primes sur la vie chère et ont eu leurs bonus réduits de moitié!

Le financement du déficit restant doit être assuré par une recherche accrue d'emprunts sur le marché financier, sur les bénéfices nets des industries nationalisées, ainsi que sur une dépendance accrue de capitaux en provenance de l'étranger. Ces trois dernières années, les capitaux provenant de l'étranger ont été multipliés par six, soit à peu près 9,4 milliards de roupies pour 1975-76, indiquant ce qu'il en est réellement de la prétendue campagne pour l'auto-suffisance.

Si l'on examine le plan des dépenses publiques, la stratégie gouvernementale devient encore plus évidente. Alors que les allègements fiscaux prévus par le budget du gouvernement visent à stimuler la bourgeoisie dans son ensemble, les dépenses ont été orientées exclusivement en fonction des besoins de la grande bourgeoisie. Si l'on effectue le total des dépenses prévues pour la Défense (25, 44 milliards de roupies), le pétrole (4,85 milliards), l'acier (4,02 milliards), le charbon (2,77 milliards) et les engrais (4, 34 milliards), il apparaît que les deux-tiers du total des dépenses prévues sont consacrés à la Défense et au secteur primaire. Autrement dit, les dépenses sont avant tout conçues pour fournir un marché aux industries du secteur privé produisant des biens de production nécessaires à l'Etat. Le gouvernement tente de garantir un accroissement des bénéfices de la grande bourgeoisie et une utilisation rationnelle des capacités excédentaires de production du secteur des biens de production.

Si l'on se souvient que l'agriculture constitue la base de l'économie indienne, et que la pauvreté de l'Inde ne peut être éliminée sans qu'il y ait prospérité du secteur agricole, alors l'orientation du gouvernement vers l'industrie est un constat d'échec de sa part, si l'on se réfère à ses responsabilités hautement proclamées à l'adresse des masses.

Quel est le bilan du gouvernement, compte tenu que l'agriculture constitue la base de l'économie ? Une étude des données statistiques nous montre que le taux de croissance de la production agricole a baissé, tant du point de vue global que de celui de la production per capita. Le pourcentage global d'accroissement de la production est passé de 3,2 % de 1951-52 à 1963-64 à 2,3 % de 1963-64 à 1975-76. Au cours de la même période, l'accroissement per capita est passé de 1,2 % à 0,4 % par an. Si l'on prend en considération les inégalités croissantes, il n'est pas surprenant de constater que la pauvreté, tant relative qu'absolue, soit en augmentation. Comment se situe le budget, consécutivement au programme en 20 points tant vanté, par rapport aux tâches dans l'agriculture ?

Les idées-force du budget dans ce domaine sont exprimées dans la "Stratégie du Développement Rural Intégré". Quelle est donc cette "initiative hardie et décisive" saluée par les commentateurs bourgeois ? Encore des phrases vides sur

les transformations radicales ? Partiellement seulement. Les grandes phrases sur la nécessité de mettre en oeuvre des "pratiques radicales" s'y trouvent, bien sûr, mais elles ne font pas illusion car on ne trouve nulle part consignée cette politique stratégique spécifique. Cette "Stratégie de Développement Rural Intégré" se résume donc à une approche nouvelle pour formuler des stratégies d'une utilisation meilleure des ressources et pour le développement de nouvelles techniques - rien d'autre que la vieille histoire de la recherche de nouvelles stratégies de développement sous patronnage de l'Etat, présentées dans un nouvel emballage pour justifier la n-ième répétition du même exercice. Quelle est la part du budget destinée à financer cette "percée" ? 150 millions de roupies, soit le dixième d'un pour cent des dépenses totales! Naturellement, le seul bénéfice concret de cette opération sera de fournir des revenus aux intellectuels des classes moyennes et aux bureaucrates engagés dans cette recherche.

Un point intéressant de ce budget est son orientation quasi-exclusive vers les classes riches et moyennes et la négligence quasi-totale de perspectives pour le secteur rural. Alors que le gouvernement condescend à toutes les formes pour obtenir le soutien de la paysannerie moyenne, pour s'en servir comme tampon contre la paysannerie pauvre et les paysans sans terres, ce budget n'accorde aucune allocation substantielle pouvant subvenir aux besions de la paysannerie riche et moyenne. Un certain mécontentement des paysans riches avait été prévue, à la suite de la baisse récente du prix des céréales, bien que le gouvernement maintienne son intervention pour soutenir ces prix... Mais aucune solution n'a été avancée pour venir en aide spécifiquement et directement à la paysannerie riche et moyenne. Une allocation minimale est prévue pour les petites industries et les industries installées à la campagne, mais elles sont insuffisantes et le gouvernement a pris apparemment une décision délibérée de maintenir un taux de chômage élevé dans les villages et dans les villes, pour contrer une progression de l'inflation.

La stratégie gouvernementale est beaucoup plus claire à présent. Elle opte pour la croissance industrielle liée à des prix agricoles bas, avec des exportations et des revenus urbains plus élevés aidant les principaux marchés pour cet accroissement de production. La stratégie employée à l'égard des élites rurales est une combinaison de :

- 1. Une politique de crédits du programme de développement rural en 20 points et du système bancaire nationalisé pour fournir des fonds destinés à l'investissement capitaliste et à l'accroissement des revenus ruraux par un accroissement de la production, plutôt que par un recours à des prix plus élevés.
- 2. Un accroissement de la production des biens de consommation durables afin d'attirer les revenus de la paysannerie riche. Mais depuis

que le gouvernement se rend compte qu'un marché intérieur ne peut pas être suffisamment élargi sans une redistribution radicale du revenu, à nouveau il a mis l'accent sur les exportations comme moyen d'utilisation des capacités de production excédentaires. On peut dire de l'orientation du budget qu'elle confirme et en fait renforce l'orientation vers la bourgeoisie industrielle en alliance avec la paysannerie riche et les propriétaires fonciers.

#### Les perspectives

La bourgeoisie et l'Etat, dans leur tentative de capitaliser la passivité temporaire du mouvement de masse, gardent en tête un doute majeur produit par l'inflation. Le gouvernement à réussi à renverser l'inflation grâce à deux facteurs dont la durée ne peut être garantie. Tout d'abord, le facteur accidentel d'un climat exceptionnellement bon et de l'absence de mousson, qui ont permis d'atteindre des niveaux records de production; ensuite, et c'est le plus important, comme l'a dit le professeur Brahmananda, Directeur en exercice du Département économique de l'Université de Bombay: "C'est l'immobilisation du taux de croissance des revenus en argent d'environ 20 millions de travailleurs, plus particulièrement de ceux du secteur syndicalisé, qui a permis cette opération". La réduction du revenu réel des salariés a produit deux effets: d'abord, l'augmentation de la masse de plus-value mise à la disposition des capitalistes par la diminution de volume du capital variable. Ensuite, cette réduction a eu pour effet inévitable de réduire les prix des biens manufacturés, abaissant indirectement le coût de reproduction de la force de travail et permettant en partie à la masse des travailleurs de se résigner à leur condition présente. Ainsi, il v va de l'intérêt de classe de la bourgeoisie de réduire l'inflation et éviter la mise en mouvement possible de la masse des travailleurs, même de manière spontanée et inorganisée. Le maintien d'un taux de chômage élevé, les licenciements réguliers ainsi que les mises à pied (plus de 150.000 au Bengale occidental entre juin et décembre 1975) sont les armes principales dont dispose la bourgeoisie pour contrer la combativité croissante des travailleurs en riposte aux montées inflationnistes futures. Ces tendances inflationnistes sont prévues dans le budget. Les dépenses du gouvernement peuvent être couvertes grâce à des mesures anti-inflationnistes, à la condition que soit lancée une épargne adéquate. De plus, l'accent sur la réduction des importations signifie que même cette "fuite" doit être colmatée. Un petit calcul arithmétique peut éclairer le problème. Les 78 milliards de roupies de dépense du gouvernement doivent être couverts par l'épargne intérieure et les apports étrangers. Si l'on suppose que l'injection de ressources de l'étranger représente 18 milliards de roupies (ce qui implique un accroissement de l'aide avec tous ses effets désorganisateurs sur

l'économie), il reste encore 60 milliards de roupies à trouver. Si nous escomptons un taux de croissance de 5-6 % du revenu national (soit de 670 milliards de roupies), les 60 milliards en représentent 9 %. L'épargne des industries privées est bien sûr comptabilisée à part. En conséquence l'épargne publique et l'épargne financière familiale doivent représenter 9 %. Pour y parvenir, la production agricole doit augmenter de 5 %, soit doubler sa moyenne annuelle de la dernière décennie, et la production industrielle doit augmenter de 8 % par an. Mais comme nous l'avons vu auparavant, le secteur agricole a été complètement ignoré. Tout résultat en deça des prévisions devra être compensé par l'autre pilier important de la stratégie de croissance élaborée par le gouvernement : l'afflux de ressources étrangères par le biais de l'aide et des investissements devant alors couvrir environ 20 % des besoins d'épargne/investissements par des initiatives paritaires, des plans de collaboration, etc. C'est ce qui explique la nouvelle politique de la porte ouverte à l'Occident, qui représente l'écrasante majorité des investissements et de l'aide (l'URSS et l'Inde ont des échanges croissants, mais il n' s'agit ni d'aide ni d'investissements).

Cette confirmation frappante de l'interpénétration accrue du capital domestique et étranger, l'Etat jouant de plus en plus bénévolement le rôle d'arbitre, n'est qu'une preuve de
plus de la faillite de toute théorie cherchant à
distinguer une bourgeoisie nationale "progressiste" d'un Etat pro-soviétique dominé par le
"social-impérialisme". Une polémique fournie
n'a pas empêché l'Inde et les Etats-Unis de renforcer leurs liens économiques dans la période
consécutive à l'imposition de l'état d'urgence.

Les espoirs du gouvernement en matière de contrôle de l'inflation reposent donc sur cinq hypothèses :

- 1. Que le taux de croissance de l'économie soit de l'ordre de 5 à 6 %.
- 2. Que la production agricole soit le double de la moyenne annuelle de 5 % au cours des dix dernières années.
- 3. Que la production industrielle croisse de 8 % par an.
- 4. Que l'apport de ressources étrangères soit équivalent à 20 % des dépenses prévues dans le budget.
- 5. Que le mouvement de masse demeure passif, surtout les travailleurs du secteur industriel syndicalisé. Dans ce but, indépendamment de sa politique de maintien d'un haut niveau de chômage, le gouvernement a engagé une confrontation directe avec les organisations syndicales de travailleurs qui échappent au contrôle du Parti du Congrès. Dans cette opération il agit dans le cadre de la légalité, comme en dehors. Dans la légalité, il est à la veille de promulguer une législation privant de reconnaissance tout syndicat ne respectant pas les conditions arbitraires imposées par le gouvernement. Hors du cadre légal, les

Jeunesses du Parti du Congrès en s'alliant ouvertement avec des partis réactionnaires comme le Shiv Sena dans l'Etat du Maharashtra (6) servent de bélier pour intimider physiquement et même détruire les syndicats qui ne sont pas sous le contrôle du gouvernement.

En conclusion, les objectifs de l'Etat pour parfaire la consolidation de la domination de la bourgeoisie sur une période de croissance capitaliste prolongée, reposent sur la combinaison de facteurs structurels et de facteurs conjoncturels. Les facteurs structurels-clé, s'énumèrent comme suit : tout d'abord, une période de prospérité capitaliste à l'échelle mondiale, sans crainte de récession au cours des années à venir afin de fournir un marché nécessaire à l'accroissement des exportations et les conditions favorables à l'entrée du capital étranger dans le pays, conséquemment à un taux de profit en hausse. Et ensuite, que la passivité du mouvement de masse se maintienne, par la crainte du chômage et de l'expansion de la répression actuellement en cours. Parmi les autres facteurs les plus importants pour la bourgeoisie il y a son espoir que l'inflation effrénée de la décennie passée ne surgisse à nouveau et mette en péril les gains nouvellement acquis.

Pour les marxistes-révolutionnaires, la mobilisation du prolétariat sur les revendications de restauration des droits démocratiques fondamentaux : droit d'organisation, droit de grève, droit de réunion, parallèment aux revendications salariales, constitue le premier pas sur la voie de la généralisation des luttes de la classe ouvrière et de ses alliés pour renverser une fois pour toutes le fardeau de la répression qui leur est imposé.

#### NOTES:

- (1) Le mouvement de Jayaprakash Narayan du nom de son fondateur et porte-parole central, lancé dans le cours de l'année 74, avait pour but de constituer une opposition massive contre le gouvernement et le Parti du Congrès d'Indira Gandhi. C'était en fait une coalition du Parti Communiste Marxiste, du Parti Socialiste, d'éclats du Parti Communiste maoiste, du Jan Sangh, de secteurs de la scission du Parti du Congrès, pour déborder sur le terrain le gouvernement en utilisant le mécontentement des masses.
- (2) Parti historique de la lutte anti-britannique, dirigé successivement par le Mahatma Gandhi et Jawaharlal Nehru (Indira Gandhi est la fille de Nehru).
- (3) Parti de type fasciste s'appuyant sur la tradition hindouiste et promouvant le chauvinisme communaliste. Il est à l'origine, dans le pays, de conflits sanglants avec la communauté musulmane.
- (4) Pratique un populisme qui va du terrorisme à l'alliance avec l'extrême-droite hindouiste.
- (5) 1 dollar US = 10,20 roupies
- (6) Bombay est la capitale du Maharashtra, centre industriel de l'Inde.

## UENEZUELA GONZALO GOMEZ

## POLITIQUEETPETROLE

Le processus politique suivi au cours de ces dernières années par le Vénézuela s'apparente au processus général qu'ont connu tous les régimes nationalistes bourgeois en Amérique Latine. Leur déclin incontestable a en effet été accompagné par de nouveaux et plus profonds compromis avac l'impérialisme et par une accentuation logique de la relation de dépendance néo-coloniale. Ce processus de délabrement du nationalisme bourgeois, en cours à Panama, s'est manifesté au Pérou, en Argentine et se produit au Vénézuela. Il ne peut en être autrement, on ne peut donc espérer autre chose des bourgeoisies nationales faibles de ces pays.

La pléiade des "figures de proue" du nationalisme en Amérique Latine, formée entre autres par Peron, Velazco Alvarado, Torrijos et Carlos Andres Perez connait son déclin. Seuls les deux derniers gouvernent aujourd'hui. Un renforcement de l'emprise de l'impérialisme en Amérique du Sud lui fait place, même si, conjointement, se développe une lente ascension du mouvement de masse dans quelques pays.

#### Le Plan de Perez

Dans le cas précis du Vénézuela, le tournant pro-impérialiste s'opéra presque parallèlement avec les mesures de "nationalisation" prises par le Pésident Carlos Andres Perez, initiées par la "nationalisation" du secteur minier (fer) et terminées par celle du pétrole. Dans les deux cas, l'impérialisme ne manqua pas de toucher de fortes indemnisations et de s'assurer le maintien de son contrôle sur les industries de base, spécialement par l'intermédiaire d'entreprises mixtes à capitaux d'Etat et capitaux privés nationaux et impérialistes.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, les compagnies nord-américaines pourront contrôler les secteurs les plus importants, sources des profits les plus substantiels. Elles conserveront le monopole du raffinage, du transport et de la commercialisation des produits pétroliers, sans parler des accords d'assistance technolo-

Après avoir profité d'une conjoncture particulièrement favorable, due à l'affaiblissement de l'impérialisme à l'échelle mondiale, pour marquer des points dans les négociations commerciales et industrielles, la bourgeoisie vénézuélienne fait de nouveau appel à son aide pour financer et soutenir ses plans de développement capitalistes. Toute l'étape "anti-impérialiste" précédente fut rythmée par des heurts verbaux avec l'impérialisme. Pour lancer le projet de nationalisation, ainsi que pour mettre sur pied un plan de développement économique - grâce aux revenus issus de l'augmentation du prix du pétrole - le gouvernement rechercha une base dans le mouvement de masse afin de renforcer sa position et la stabilité politique, économique et sociale. Le gouvernement de Carlos Andres Perez put compter dès le début, grâce à cette situation, sur des ressources financières fabuleuses, dont l'ampleur n'a d'égale dans l'histoire économique du capitalisme vénézué-

Ainsi donc, Carlos Andres Perez ouvre sa période présidentielle, en 1974, avec la possibilité d'octroyer toutes sortes de facilités de crédit, de prébendes et d'apports de capitaux aux différents secteurs de la bourgeoisie nationale. Par ailleurs, il détient la possibilité d'accorder certaines concessions aux masses laborieuses, comme l'augmentation des salaires de 25% ainsi que d'autres mesures de caractère populiste. En deux ans de gouvernement, les ressources fiscales ont atteint un montant approximatif de 84 milliards de bolivars (1 dollar US = 4,4 bolivars), et les réserves en devises étrangères dépassent la somme des réserves de tous les pays d'Amérique Latine, se situant aux environs de 8.856 millions de dollars en 1975. Face au panorama de prospérité économique, les groupes les plus en pointe du monde industriel vénézuélien, liés étroitement aux entreprises multinationales, et representés par l'organisme patronal "Fedecamaras", insistent sur l'importance d'un "climat de confiance" et sur la "tendance à investir". Le montant total des dépenses effectuées par le gouvernement se situe aux alentours de 120 milliards de bolivars. Une grande partie de cet argent fut destinée à financer d'importants projets industriels et agro-industriels; il fut également investi à l'étranger. Des prêts et des dons furent attribués à divers pays et à des organismes contrôlés par l'impérialisme

nord-américain, telle la Banque Mondiale. Une part importante de cette masse d'argent fut engloutie par l'appareil bureaucratique de l'Etat et alimenta la corruption de l'administration. L'ampleur du gaspillage et la stagnation des prix du pétrole sur le marché mondial provoqua une certaine crise économique au niveau de l'Etat, ce qui l'a contraint à mener une politique plus "prudente" de dépenses publiques et à entreprendre des réformes dans l'administration. Cependant la bourgeoisie possède toujours des ressources fabuleuses pour pouvoir nourrir d'ambitieux projets.

Pour profiter de cette époque de "vaches grasses", la bourgeoisie vénézuélienne possède un plan économique qu'elle devra mettre en oeuvre entre 1976 et 1980. Selon les prévisions du président, il sera le point de repère pour la construction de ce qu'il est convenu d'appeler le "Grand Vénézuéla", au même titre que l'on a connu la "Puissante Argentine" du péronisme ou le "Miracle Brésilien". Nous allons voir de manière synthétique les aspects centraux dudit "Vème Plan de la Nation".

En ce qui concerne le pétrole, principale ressource du pays, on a publiquement annoncé l'exploration de la bande pétrolière de l'Orénoque, le plus grand gisement de réserves pétrolières. En outre, on a rendu public le programme d'investissements "destiné à développer une production expérimentale" avec la participation de capitaux étrangers nord-américains. Cela ne signifie qu'une chose : Carlos Andres Perez se prépare à livrer aux compagnies impérialistes les gisements de pétrole les plus importants. Les conditions de cette opération figurèrent sans aucun doute à l'ordre du jour de la récente entrevue entre Carlos Andres Perez et Kissinger.

De même, il est certain que les compagnies multinationales disposeront d'une place privilégiée dans les secteurs industriels dits stratégiques. En effet, l'article 5 de la loi qui régit l'industrie et le commerce des hydrocarbures, et qui permet la signature "d'accords d'association" entre l'Etat et les entreprises privées, ouvre de nombreuses possibilités aux compagnies impérialistes. Elles pourront participer, par le biais des entreprises à capital mixte, au développement de l'industrie sidérurgique et pétrochimique, points-clés du projet "desarroliste" (de développement) du gouvernement et de la grande-bourgeoisie vénézuélienne. De plus, le "secteur privé" pourra participer, jusqu'à concurrence de 50 %, voire même majoritairement, dans certains secteurs tels que l'exploitation des produits dérivés et complémentaires de l'industrie pétrochimique.

Aujourd'hui, afin de financer complètement l'extension de ce plan "dénationalisateur", l'Etat vénézuélien sollicite des crédits extérieurs se montant à 30 milliards de bolivars. Il s'endettera ainsi envers l'impérialisme,

étant donné que les réserves existantes et prévues ne répondent pas aux nécessités imposées par le plan de modernisation et de développement du capitalisme indigène.

Le résultat escompté est prévisible : la dépendance envers l'impérialisme US sera renforcée, sous tous ses aspects. En effet, le seul développement satisfaisant possible passe par la rupture du joug néo-colonial, ce qui, au Vénézuela, nécessiterait l'instauration d'un gouvernement ouvrier et populaire.

Les objectifs et les moyens de ce plan de développement capitaliste sont étroitement liés aux plans d'Education nationale du gouvernement. Une des nécessités les plus contraignantes auxquelles la bourgeoisie vénézuélienne doit faire face, est la production d'une maind'oeuvre bon marché et spécialisée; ce qui implique l'ajustement de l'appareil pédagogique à ces objectifs de développement. Elle cherche à déplacer le flux des étudiants se vouant aux études littéraires vers les facultés techniques (avant tout celles à cycle court); à réduire le coût de l'enseignement public en diminuant le contingent d'étudiants et en limitant le budget; à stimuler l'enseignement privé et, à l'inverse, bloquer et faire obstacle à l'enseignement gratuit. Un autre objectif réside dans la liquidation des organismes démocratiques du mouvement étudiant, Ces quelques faits illustrent bien ce que le gouvernement appelle "la révolution de l'enseignement". En outre, il suffit de signaler la signature d'accords entre la société des mines de fer et la sidérurgie de l'Orénoque (Société Vénézuélienne de Guyane) et diverses universités nationales, ainsi que l'élaboration de conventions d' "échanges" et de "consultations" avec les universités nord-américaines.

Pour quiconque l'analyse, la politique de l'actuelle équipe gouvernementale consiste en une intégration totale à l'impérialisme, en contradiction avec l'orientation "nationaliste" développée par Carlos Andres Perez au début de son mandat, démagogie qui trompa de nombreuses personnes qui prétendaient même y voir la solution de l'indépendance de l'Amérique Latine.

#### Les projets bourgeois et les masses

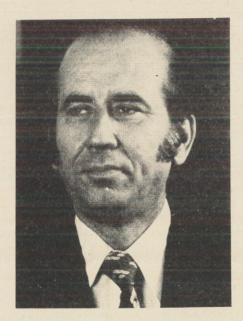
Lors de la campagne électorale, Carlos Andres Perez avait fait trois promesses fondamentales:

- 1. Combattre l'augmentation du coût de la vie.
- 2. Faire la "guerre à la pauvreté".
- 3. Atteindre le plein emploi.

Les premières mesures, quoique timides, que prit Carlos Andres Perez envers les masses, répondaient dans leur forme à ces trois promesses et pénétrèrent profondément dans le mouvement ouvrier, donnant ainsi au gouvernement une base solide pour exercer un chantage sur l'impérialisme et engager le pro-

cessus de nationalisation. Parmi ces mesures, on trouvait : l'augmentation des salaires de 25 %, le blocage des prix des produits de première nécessité, l'introduction d'une loi qui empêche partiellement les "licenciements injustifiés", un décret ordonnant à toutes les entreprises d'accroître de 5 % leur personnel... Pourtant, les effets de ces dispositions furent à peine ressenties par les travailleurs. Très vite, l'augmentation des salaires fut balayée par l'explosion inflationniste; l'accroissement du coût de la vie s'est développé avec l' "ajustement des prix" et les augmentations non contrôlées; les licenciements massifs succédèrent à l'enrôlement antérieur de main-d'oeuvre.

Aucun des problèmes essentiels du peuple vénézuélien n'a reçu une quelconque solution de la part de l'actuel gouvernement patronal. Le niveau de sous-occupation dépasse 1,8 millions de personnes, comprenant les chômeurs et les sous-occupés. Le salaire réel des travailleurs tombe chaque fois plus bas, à cause de l'inflation qui s'élèvera en juillet 1976 à environ 50 %. Environ 33.000 étudiants ne trouvent place dans les universités; ce même problème existe dans l'enseignement moyen. La



Carlos Andres Perez

question agraire est explosive; l'agriculture vénézuélienne est en profonde crise. La réforme agraire des années 60 n'a pu bousculer les limites imposées aussi bien par les programmes que par l'appareil administratif; environ 80 % de la terre est monopolisé par les latifundistes et les travailleurs de la terre n'ont d'autre solution que d'abandonner progressivement la campagne pour rejoindre les bidonvilles. La crise de l'agriculture rend nécessaire l'importation de nombreux produits, ce qui implique un processus d' "inflation importée" et qui provoque aussi la ruine des petits producteurs.

Le "Vème Plan de la Nation", loin d'enrayer ces problèmes est le facteur qui peut les aggraver le plus. En effet, sa réalisation repose sur le sacrifice de tous les travailleurs. Pour arriver à ses fins, Carlos Andres Perez réclame : "... la plus féconde coopération des employés et des ouvriers pour le meilleur rendement de la main-d'oeuvre et le fonctionnement ininterrompu des entreprises ... ". Il leur demande donc de se soumettre à l'exploitation la plus violente pour garantir de considérables profits aux patrons. Pourtant c'est là un seul aspect des effets sociaux du "Vème Plan de la Nation". En effet, si le gouvernement désire "l'austérité" et "l'efficacité", c'est pour ne pas octroyer la plus minime amélioration des contrats de travail, bloquer les salaires, et réduire les coûts à leur plus bas niveau, faisant ainsi payer aux travailleurs les plans de développement capitalistes.

Carlos Andres Perez ne manque pas de recourir, en cette circonstance, à la puissante bureaucratie syndicale (contrôlée majoritairement par l'Action Démocratique, le parti officialiste) et demande aux centrales ouvrières "de passer des accords concertés sur la politique de relations industrielles" et "la coopération du secteur de l'emploi pour les contrats collectifs".

Avec cette philosophie pragmatique de l' "austérité" et de l' "efficacité", la bourgeoisie ne tend pas seulement à réduire les coûts de production, mais aussi à discipliner le mouvement ouvrier. C'est pour cela qu'elle combat aujourd'hui la thèse initiale contenue dans "la loi contre les licenciements injustifiés". Elle cherche une voie pour se livrer sans entraves aux licenciements massifs et au renvoi de militants lorsqu'un conflit menace le déroulement normal de ses projets industriels - et limiter les dépenses pour la main-d'oeuvre non qualifiée. Ainsi le travailleur saura qu'il devra produire ce que l'on exige de lui, sinon il risquera de perdre son emploi. La vague de licenciements croft dans tous les secteurs; pourtant, elle a principalement frappé les travailleurs des entreprises opérant dans la région pétrolière. Les solutions que Carlos Andres Perez avance pour faire face au chômage ne fonctionnent même pas comme palliatif, mais elles permettent par contre de licencier. Carlos Andres Perez promet de créer 180.000 emplois nouveaux par an; or, si nous prenons le chiffre total des chômeurs, au moins 1,6 millions de personnes continueront à rester sans emploi, et ceci sans tenir compte de l'accroissement du nombre de personnes en âge de travailler qui, selon les actuelles données statistiques, se voient promises à dix ans de chômage.

#### La riposte des travailleurs

Le mouvement ouvrier et les masses opprimées du Vénézuéla ne sont pas actuellement mobilisées. Au cours des deux dernières années - ni depuis plusieurs années du reste le pays n'a pas connu de grandes luttes. Au cours de toute cette période il n'y eut que de petits conflits. Ce furent des luttes fragmentées et isolées du mouvement ouvrier, ainsi que de quelques secteurs de la petite-bourgeoisie. Cependant, la dynamique de la lutte des classes se développe à un rythme lent, en conjonction avec ces luttes, qui ont lieu aujourd'hui de manière sporadique et peu intense. La tendance à la syndicalisation massive parmi les travailleurs augure néanmoins du futur.

Les dangers les plus graves qu'a dû affronter le gouvernement de Carlos Andres Perez furent certainement les grèves des travailleurs du fer et la menace de grève des travailleurs du pétrole. Les deux problèmes ont leur source dans le refus de Carlos Andres Perez de payer 50 % de leurs prestations sociales aux travailleurs, ainsi qu'on le leur avait promis au moment de nationaliser le fer et le pétrole. Même si ces luttes n'ont pas triomphé, dans la mesure où les revendications centrales n'ont pas été satisfaites, elles ont conduit à un affrontement direct avec le gouvernement patronal et n'ont pas constitué une véritable défaite de la classe ouvrière, qui demeure intacte et à chaque fois un peu plus forte. Le cas des travailleurs du fer se transforma néanmoins en une lutte contre la bureaucratie syndicale, incrustée depuis 14 ans dans les syndicats des mines et elle se termina par l'unification syndicale dans le secteur du fer, et l'expulsion de la vieille bureaucratie syndicale, grâce au triomphe des listes du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) et du MAS (Mouvement vers le Socialisme), ce qui reflète la nouvelle option des travailleurs vers des positions de type socialiste.

Pourtant, les motifs qui ont été à l'origine de ces mobilisations ou qui furent sur le point d'en provoquer restent latents, et les expériences à chaque fois plus négatives que la classe ouvrière fait avec le gouvernement bourgeois, mineront petit à petit la confiance politique qu'elle lui exprime en ce moment. A vrai dire, les problèmes des travailleurs des industries les plus importantes, le fer et le pétrole - colonne vertébrale de l'économie nationale -, tendent à s'aiguiser alors que le plan d' "austérité" et d' "efficacité" prétend arracher certaines de leurs conquêtes (propriété des logements dans les chantiers, etc.). Ceci pourrait stimuler le développement de nouvelles mobilisations.

Au cours des deux ans de gouvernement de Carlos Andres Perez, les débrayages pour revendications salariales dans les différentes usines se sont accrus. Il y a eu la grève des travailleurs des transports, des employés des services publics, des professeurs et des employés des universités, des mobilisations étudiantes et des quartiers contre l'augmentation des prix des trans-

ports publics, etc. A la suite de la visite de Kissinger et de l'assassinat de trois étudiants aux mains des agents de la répression, de grosses mobilisations étudiantes se développèrent et se prolongèrent durant plus d'une semaine. Ceci faisait suite aux mobilisations des étudiants du secondaire et des écoles techniques, en protestation contre le "cycle diversifié", un des aspects de la "révolution de l'éducation". De même, les travailleurs agricoles ont montré de légers signes de mécontentement, occupant des terres en différents endroits,

L'action de Carlos Andres Perez face à ces luttes atomisées mais en progression se définit, en règle générale, comme suit : ne pas céder d'un pouce et adopter des positions répressives; déclarer quasiment toutes les grèves illégales, pratiquer des licenciements, assassiner des étudiants, incarcérer les activistes ouvriers et les militants de la gauche, mettre à sac des locaux et des imprimeries de différents groupes socialistes, confisquer des journaux de gauche, etc. Tout cela se développe parallèlement au tournant à droite chaque fois plus accusé du gouvernement et à son intégration sans cesse plus prononcée à l'impérialisme,

Ainsi, l'image de marque du gouvernement se détériore. Les luttes se font plus nombreuses, bien que lentement, et de larges secteurs des masses et de la petite-bourgeoisie se rapprochent du socialisme, ce qui se reflète tant dans le renforcement des tendances de gauche que dans les résultats des élections étudiantes, syndicales, ainsi que sur d'autres points.

#### Une gauche qui avance à tâtons

Les premières actions du président Perez eurent un grand effet sur l'ensemble de la gauche, y compris sur les groupes qui prévoyaient le surgissement de quelque chose qu'ils appelaient "pré-fascisme", en se référant aux antécedents politiques de Carlos Andres Perez, qui en aucune manière ne laissaient prévoir ses tendances "nationalistes". Ils furent désorientés par la première initiative "anti-impérialiste" qui dura peu, ainsi que par les "attaques" aux "puissances industrielles" et par la "défense" du "Tiers Monde".

La réaction la plus générale de la gauche fut de baisser les bras devant le nationalisme bourgeois, lui servant ainsi de caution de gauche. Le PCV (Parti Communiste Vénézuélien) se confondit en louanges sur les mesures "progressistes" de Carlos Andres Perez et proposa la formation d'un "Front Patriotique" de tous les partis politiques, ainsi que des civils et militaires "progressistes". Presque toute la gauche - à part la Liga Socialista (Ligue Socialiste, organisation sympathisante de la IVème Internationale) et l'extrême-gauche - se soumit à cet accord signé par les partis

bourgeois, les centrales syndicales et les organismes patronaux. En fait, cela servit à
accroître la confiance dans l'anti-impérialisme
de pacotille du gouvernement et à éviter ainsi
de poser la question de savoir à quelle classe
revient le contrôle de l'industrie nationalisée.
Par la même occasion se posait avec acuité
la question de l'indépendance politique du
mouvement ouvrier face à l'appel à l'unité entre patrons et travailleurs "pour résister à
l'impérialisme".

Les secteurs de la gauche représentés au Parlement ne sont pas sortis de ce cadre, et face
au projet bourgeois ils n'exprimèrent pas d'autres oppositions, si ce n'est quelques objections ou réformes de seconde importance.
C'est ainsi que le MAS appuya une nationalisation truquée, acceptant que les compagnies
pétrolières soient indemnisées. De même,
aujourd'hui ce parti appuie le "Vème Plan de
la Nation", se contentant comme le reste des
parlementaires "socialistes" de changer des
chiffres ou des paragraphes, sans présenter
une option ouvrière et socialiste comme alternative.

Pourtant, plus grave fut l'attitude de la gauche face aux luttes du mouvement ouvrier. Le MAS, le MIR et le PCV se distinguèrent en trahissant les luttes des travailleurs vénézuéliens. Ils s'opposèrent systématiquement aux grèves dans le secteur du fer et à la réalisation d'une grève dans le secteur pétrolier, les considérant comme "inconvenantes". Le PCV accusa les trotskystes, qui appuyaient les travailleurs du pétrole, de semer la confusion et d'encourager les forces "anti-nationales"; il diffusa ses tracts et publications accusant les trotskystes, dans la zone pétrolière, au lieu de soutenir les travailleurs et les aider à empêcher qu'on ne leur vole leurs prestations sociales. Tandis que le MAS et le MIR consacraient leur temps à se préparer aux élections syndicales.

Dans cette situation de calme relatif de la lutte des classes, tous les types de dégénérescence et d'aberration idéologique prolifèrent au sein de la gauche, depuis le terrorisme individuel jusqu'au réformisme le plus plat.

Un échantillon de cela sont les conceptions de l'idéologue principal du MAS, Teodoro Petkoff, qui servent d'orientation politique à la majeure partie de la gauche vénézuélienne. Le MAS, à part ses flirts avec les "militaires patriotiques", affirme qu'il faut "élargir la démocratie!'. Se référant ainsi à la démocratie bourgeoise, il peut affirmer qu'il constitue la gauche des deux principaux partis bourgeois et nier son lien avec le reste de la gauche. Comble de la rupture avec le marxisme, il insiste sur "une nouvelle façon d'être socialiste" (qui n'est autre que celle de la social-démocratie), reniant la dictature du prolétariat qu'il remplace par "un socialisme pluraliste" dans lequel les partis patronaux et la propriété capitaliste trouvent une place de choix.

### Forger une direction révolutionnaire

La situation au Vénézuéla se présente ainsi : prospérité économique pour la bourgeoisie, sur le dos du mouvement ouvrier et des masses; pénétration accélérée de l'impérialisme; calme relatif de la lutte des classes et absence de direction révolutionnaire.

Les marxistes-révolutionnaires sont confrontés à de nombreuses tâches, et parmi les plus importantes, celle de forger une direction révolutionnaire réelle qui, dans le feu de la mobilisation des masses, saura leur montrer le chemin de la victoire. Forger cette direction signifie forger un outil indispensable sans lequel le prolétariat ne pourra pas arriver au pouvoir. Cet outil est le parti ouvrier et socialiste dont le Vénézuéla a besoin. Pour cela il faut s'insérer profondément dans le mouvement ouvrier et être présent dans chacune de ses luttes. Il faut répondre à chacun de ses besoins et mener le combat à ses côtés, en avançant des positions de classe, contre les projets répressifs et la sur exploitation exercée par les capitalistes. Cela revient entre autre à présenter un plan de lutte et un programme ouvrier et socialiste.

Cela signifie, aujourd'hui, au Vénézuéla : revendiquer une nouvelle augmentation générale des salaires, l'introduction de l'échelle mobile des salaires, s'opposer aux licenciements et défendre la garantie de l'emploi, grâce à l'introduction de l'échelle mobile des heures de travail; combattre la bureaucratie syndicale en mettant en avant l'unité et la démocratie dans les syndicats; opposer à la pénétration de l'impérialisme la nationalisation intégrale de toutes ses industries sous contrôle ouvrier; défendre le droit à une éducation et à un enseignement au service des travailleurs et du peuple contrôlés par les étudiants eux-mêmes; lutter pour une authentique réforme agraire ... Enfin, il faut mettre en avant systématiquement l'alternative d'un gouvernement ouvrier et populaire qui exproprie les capitalistes et ouvre la voie au socialisme.

La Ligue Socialiste s'est donnée pour tâche la construction de ce parti, de cette direction révolutionnaire, entreprenant à tout moment des actions de Front Unique avec les réformistes et l'extrême-gauche, en fonction des nécessités objectives du mouvement de masse. Cette direction alternative s'élèvera au-dessus des tendances réformistes et de toutes les fausses consciences qui aveuglent aujourd'hui le prolétariat et qui devront être l'objet du plus dur combat idéologique. La perspective de mobilisations de masses prochaines, qui peuvent marquer une étape ascendante, ouvriront la voie et impulseront ce processus.